



Mars
2018

Analyse des enjeux économiques et sociaux d'une alimentation plus durable : état des lieux

Synthèse

ADEME



Agence de l'Environnement
et de la Maîtrise de l'Énergie

En partenariat avec :

BASIC



REMERCIEMENTS

Cette étude a été réalisée pour l'ADEME par un groupement composé du Basic (Sylvain Ly, Christophe Alliot, Hugo Segré, Matthias Cortin) et de l'AScA (Agathe Dufour, Xavier Poux).

Nous remercions également les personnes suivantes, pour leur contribution au projet par le temps d'entretien qu'ils/elles auront bien voulu nous accorder, leur participation au Comité de Concertation et/ou la relecture de documents (leur participation ne les engageant pas vis-à-vis du contenu des différents rapports et synthèse) :

- Catherine Conil, MTES ; Carole Foulon, MAA-DGAL ; Julia Gassie, MAA-CEP ; Vincent Dameron, MAA-DGPE ; Thomas Uthayakumar, WWF ; Louise Macé, APCA ; Laurent Prigent, UMIH ; Virginie Charrier et Sandrine Bize, CGAD ; Adeena Campas, ANIA ; Mathilde Brochard, Plate-forme française du Commerce Equitable ; Jacques Pasquier, Confédération Paysanne ; Quentin Dupetit, FNSEA ; Emilie Donnat et Samy Ait Amar, ACTA ; Virginie Charrier, Coop de France ; Sabine Houdart, ANSES ; Edouard Marchand, FNAB ; Pierre-Marie Aubert et Fiona Kinniburgh, IDDRI ; Gérard You, IDELE
- ADEME : Patrick Jolivet, Jérôme Mousset, Magali Villatte, Laurence Gouthière, Vincent Colomb ; David Marchal ; Emilie Machefaux ; Sarah Martin ; Solange Martin ; Christiane Chartier ; Aude Bodiguel

CITATION DE CE RAPPORT

ADEME, Le Basic, ASca. 2018. Effets économiques et sociaux d'une alimentation plus durable : synthèse. 50 pages

Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause est illicite selon le Code de la propriété intellectuelle (art. L 122-4) et constitue une contrefaçon réprimée par le Code pénal. Seules sont autorisées (art. 122-5) les copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé de copiste et non destinées à une utilisation collective, ainsi que les analyses et courtes citations justifiées par le caractère critique, pédagogique ou d'information de l'œuvre à laquelle elles sont incorporées, sous réserve, toutefois, du respect des dispositions des articles L 122-10 à L 122-12 du même Code, relatives à la reproduction par reprographie.

Ce document est diffusé par l'ADEME

20, avenue du Grésillé

BP 90406 | 49004 Angers Cedex 01

Numéro de contrat : 16MAR000983

Étude réalisée pour le compte de l'ADEME par : Le Basic, ASca

Coordination technique - ADEME : MARTIN Sarah

Service Forêt, Alimentation et Bioéconomie

Sommaire

Introduction.....	4
Analyse transverse des effets d'une alimentation plus durable.....	6
Un système alimentaire globalisé et non durable	6
Caractéristiques et effets d'une alimentation plus durable	10
Conclusion : quels repères pour une alimentation plus durable ?.....	19
Fiche 1 : Les valeur de l'alimentation au niveau des ménages français.....	23
Fiche 2 : La valeur de l'alimentation au niveau des lieux d'achats et de consommation	29
Fiche 3 : La valeur de l'alimentation au niveau de la transformation agroalimentaire et du négoce.....	35
Fiche 4 : La valeur de l'alimentation au niveau de la production agricole	40
Sigles et acronymes.....	48

Introduction

De la production des denrées à leur consommation, en passant par leur transformation, leur emballage et leur transport, les impacts actuels des systèmes alimentaires sur la santé des populations, le développement économique des territoires et l'emploi, les pollutions environnementales et le changement climatique, font de l'alimentation durable un des enjeux clés du 21ème siècle.

Préexistant sous différentes formes depuis les années 1970, le concept « d'alimentation durable » a été défini par la FAO au milieu des années 2000 comme « *les régimes alimentaires [qui] contribuent à protéger et à respecter la biodiversité et les écosystèmes, [qui] sont culturellement acceptables, économiquement équitables et accessibles, abordables, nutritionnellement sûrs et sains, et [qui] permettent d'optimiser les ressources naturelles et humaines* ». Cette définition a été précisée et opérationnalisée au travers du programme SAFA (*Sustainable Assessment of Food and Agriculture Systems*). Depuis, elle nourrit aussi bien les programmes de recherche publics que les réflexions des institutions, notamment en France où elle a occupé une place importante dans les États Généraux de l'Alimentation tenus en 2017 notamment en réponse aux crises à répétition du secteur agricole.

Pourtant, si une part croissante des français se déclarent concernés par les dimensions sociales et environnementales de ce qui se trouve dans leurs assiettes, le prix reste à la fois un argument de compétitivité des distributeurs, et le principal frein invoqué par les consommateurs pour basculer vers une alimentation plus durable (bio, équitable...). Or celle-ci a effectivement un coût : pour diminuer leurs impacts, les acteurs des filières alimentaires doivent souvent changer leurs pratiques en profondeur (nouvelles procédures, nouvelles normes contraignantes, modes de production qui entraînent des baisses temporaires ou constantes de rendements...) ce qui se répercute *in fine* sur les prix des produits plus durables. En vis-à-vis, les coûts liés aux impacts sanitaires, sociaux ou environnementaux de l'alimentation « conventionnelle » - dépenses de santé liées à l'obésité ou à l'exposition des agriculteurs aux pesticides, coûts de dépollution des nappes phréatiques contaminées par les produits phytosanitaires épandus sur les surfaces agricoles... - ne sont pas pris en charge par les acteurs qui en sont à l'origine et n'apparaissent donc pas dans les prix des produits associés, ce qui rend ces produits économiquement très compétitifs. À l'arrivée, les différences actuelles de prix entre produits conventionnels et produits plus durables questionnent la possibilité d'une alimentation durable pour tous. Evoluer vers des systèmes alimentaires plus durables nécessite donc de bien comprendre la façon dont le modèle alimentaire français fonctionne et a évolué ces dernières décennies, notamment sur les plans de la création de valeur économique (prix, coûts, marges, répartition...).

Dans ce contexte, l'ADEME a commandité fin 2016 un état des lieux des « effets économiques et sociaux d'une alimentation plus durable » sur le territoire français, afin d'identifier les acquis et les pistes d'étude et de recherche pour faire évoluer les pratiques des acteurs de la chaîne alimentaire et les comportements des consommateurs vers plus de durabilité.

L'objectif est notamment de contribuer à améliorer l'action publique dans ce domaine, et donner des pistes de progrès aux différents acteurs de la chaîne agro-alimentaire.

Les travaux de recherche se sont déroulés en 3 phases distinctes :

- une première phase sur l'analyse de la valeur sociale de l'alimentation pour les français en 2016 et de ses principales évolutions : différentes représentations, valeur culturelle, relations sociales associées, comportements...
- une seconde phase sur l'analyse de la valeur socio-économique de l'alimentation : quelles sont les spécificités des chaînes de valeur alimentaire et leur évolution ? Quelle est la valeur économique créée par ces chaînes de valeur ? Quels sont les mécanismes de fixation des prix et des marges ? Comment évoluent les coûts de production sur les différents maillons des chaînes de valeur ? Quelles sont les principales externalités ?...
- une dernière phase sur le décryptage des différents travaux qui évaluent ou estiment les effets économiques et sociaux générés par des systèmes alimentaires plus durables, notamment concernant la répartition de la valeur, des surcoûts et des bénéfices associés.

Ces 3 phases ont fait l'objet de publications¹ séparées sous forme de 3 rapports, dont la présente synthèse propose une lecture transversale. Un résumé exécutif assorti de recommandations aux acteurs du système alimentaire est également disponible.

Tout au long de cette synthèse, dans l'analyse transverse puis dans les fiches par maillon clé des filières agroalimentaires, nous nous attacherons à réarticuler dimension sociale et économique, analyse qualitative et quantitative, niveau micro et macro.

S'agissant de la synthèse d'un état des lieux, nous mettrons aussi bien en exergue les éléments de consensus et de dissensus issus de l'analyse que les manques actuels de données ou d'informations qui ne permettent pas de répondre à toutes les questions soulevées durant cette étude, mais qui ouvrent de nouveaux champs de recherche intéressants pour les années à venir.

¹ <http://www.ademe.fr/effets-economiques-sociaux-dune-alimentation-plus-durable>

Analyse transverse des effets d'une alimentation plus durable

Individualisation, urbanisation, accélération des rythmes de vie, nouveaux rapports à la nature, mondialisation des échanges, ou encore volatilité croissante des préférences en termes de consommation de produits et services, les tendances qui traversent la société contribuent à l'évolution du modèle alimentaire français.

Partant de l'analyse du système alimentaire actuel en France et de ses impacts tant socioéconomiques qu'environnementaux, cette étude tente d'objectiver dans quelle mesure des systèmes alimentaires « plus durables » modifient les chaînes de valeur agroalimentaires, et investigue les conditions et les retombées d'une généralisation de l'alimentation durable sur le moyen-long terme.

Pour ce faire, il convient de comprendre les modes de fonctionnement actuels de ce modèle alimentaire aussi bien de façon systémique qu'à l'échelle de chacun des principaux maillons de la chaîne alimentaire.

Un système alimentaire globalisé et non durable

Comment évoluent la demande et l'offre de produits alimentaires ?

Les travaux convoqués dans le cadre de cette étude montrent que l'offre et la demande de produits alimentaires s'influencent mutuellement : à de nouvelles aspirations des consommateurs, qui sont pour partie le fruit d'évolutions socio-culturelles plus larges, les distributeurs et les industriels répondent par de nouvelles offres intégrant leurs logiques propres, qui à leur tour modifient les modes de consommation.

Depuis l'après-guerre, certaines tendances lourdes sont à l'œuvre : plus d'achats en supermarchés, plus de produits transformés, des repas hors foyers qui privilégient la rapidité et le fonctionnel, des besoins qui se segmentent de façon plus complexe en fonction d'une multitude de facteurs (lieux d'habitation, CSP, âge, groupe social, moments d'achats...) et d'une information toujours plus abondante – et potentiellement contradictoire – sur les questions alimentaires.

En vis-à-vis, les acteurs économiques qui travaillent sur l'offre et la fabrication des produits alimentaires se sont donnés les moyens de répondre à ces évolutions et de les influencer : diversification et massification de la production, internationalisation des approvisionnements, importance croissante des marques, du marketing, et de la recherche et développement en innovation produits. Mais ces différents moyens représentent des coûts et des investissements que seules les structures les plus importantes ou en capacité de réduire d'autres coûts structurels peuvent prendre en charge, a fortiori dans un contexte de croissance économique quasi nulle – ou très faible.

Désormais environ 80% des dépenses alimentaires des ménages concernent des produits alimentaires transformés et les industries agroalimentaires françaises transforment environ 70% de la production agricole française.

Comment cette évolution se traduit dans les chaînes de valeur / filières concernées ?

Une des conséquences directes du constat précédent est la concentration et l'internationalisation² de la grande distribution et de l'industrie agroalimentaire³.

Six enseignes se partagent 92% du marché de la grande distribution via des réseaux qui intègrent aussi bien des hypermarchés que des magasins de proximité, et qui s'internationalisent fortement ces dernières années. En parallèle, la plupart de ces enseignes ont entamé un processus de rapprochement au sein de quatre centrales d'achat afin de mutualiser leurs coûts⁴.

Dans la transformation alimentaire, si les très petites entreprises de moins de 9 salariés restent majoritaires en nombre, 2% des entreprises – les plus grandes - représentent environ 60% du chiffre d'affaires et de la valeur ajoutée de l'ensemble du secteur.

Plus en amont dans les filières, la production agricole s'est industrialisée et a doublé en volume depuis 50 ans grâce à la mécanisation, l'amélioration des rendements, et l'augmentation de la taille des exploitations⁵. Le nombre d'exploitations a été divisé par 3 en 30 ans, s'accompagnant d'un triplement de leur taille moyenne.

Au sein des chaînes de valeur de l'agroalimentaire, le partage de la valeur économique a tendance à évoluer en faveur des acteurs de l'aval comme en témoigne l'évolution des prix aux différents maillons depuis 40 ans.

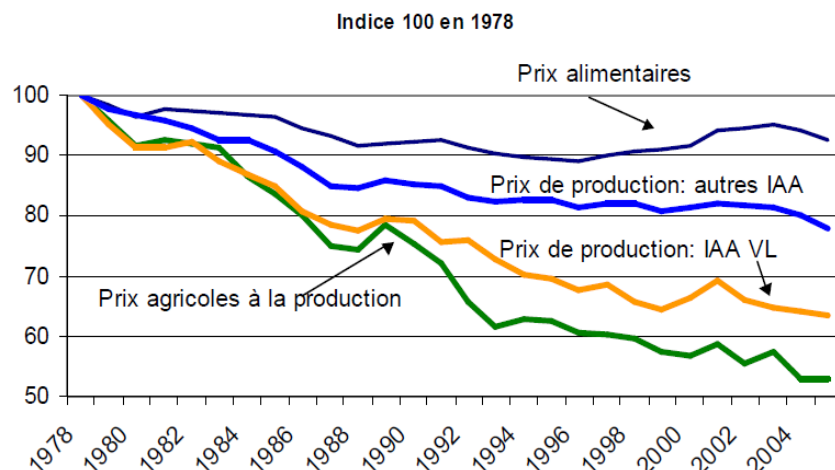


Figure 1: La relation entre prix agricoles et prix alimentaires (Butault, 2009 – d'après les données INSEE)

Notes : IAA = Industries Agroalimentaires / IAA VL = Industries de la Viande et du Lait / Indice 100 en 1978

Grâce à leur pouvoir de marché (du fait de leur concentration, du développement des marques de distributeurs...) les distributeurs peuvent imposer leurs conditions à leurs fournisseurs, maintenir une pression sur leurs coûts internes et, in fine, dégager des marges nettes amplifiées par la génération de produits financiers.

² C'est-à-dire le déploiement à l'étranger des activités d'une entreprise

³ Rouault, Délégué Interministériel aux Industries Agroalimentaires et à l'Agro-industrie, Analyse comparée de la compétitivité des industries agroalimentaires françaises par rapport à leurs concurrentes européennes, 2010

⁴ Un marché alimentaire en pleine mutation et compétitivité, ANIA, 2016

⁵ Desriers, L'agriculture française depuis cinquante ans : des petites exploitations familiales aux droits à paiement unique, 2007

A l'autre bout de la chaîne, les agriculteurs captent à peine plus de 6% de la valeur totale de l'alimentation - après déduction de leurs coûts de production - et ont peu de marges pour faire face à l'instabilité croissante des cours agricoles qui menace souvent leur activité⁶.

Entre les deux, les acteurs de l'industrie agroalimentaire ont eu tendance à se concentrer, que ce soit pour contrebalancer le pouvoir de marché des distributeurs, réaliser des économies d'échelle ou encore pour accroître leur pouvoir de négociation sur les producteurs.

Au global, pour un certain nombre des produits les plus consommés en grandes surface, les distributeurs et les industriels réussissent à améliorer leur marge brute, à l'inverse des agriculteurs qui sont dans le même temps confrontés à une hausse de leurs coûts de production.

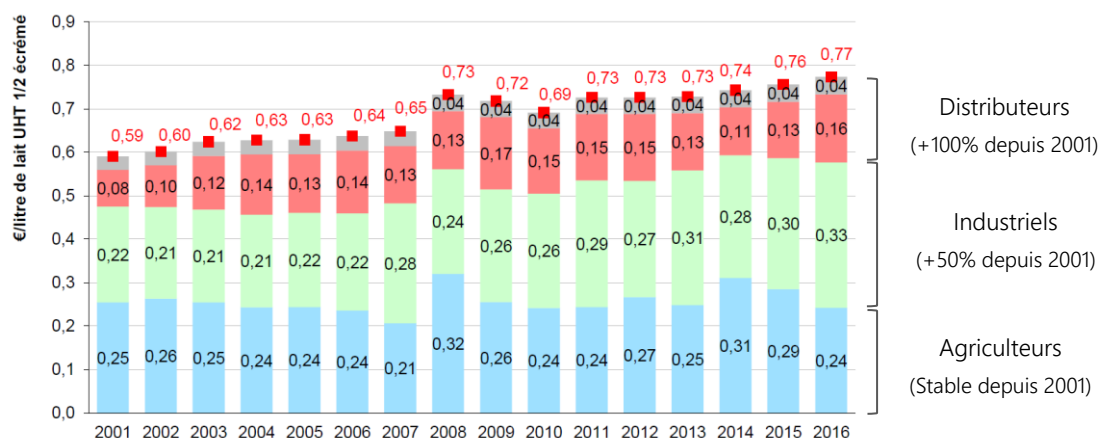


Figure 2: Evolution de la répartition de la valeur du lait demi-écrémé UHT en euros depuis 2001 (Observatoire de la formation des prix et des marges, 2017)

Néanmoins ce constat d'ordre général peut être nuancé car la répartition de la valeur varie aussi en fonction du positionnement marketing des produits, des circuits de distribution – un peu moins de la moitié des achats alimentaires s'effectuent en dehors des GMS – et du nombre de maillons des chaînes de valeur. Dès lors, les structures (organisations de producteurs et PME de l'agroalimentaire notamment) qui arrivent à jouer sur ces 3 facteurs de façon pertinente peuvent échapper aux tendances décrites précédemment et tirer leur épingle du jeu sur le plan économique.

La comparaison de la découpe de la valeur entre certains produits sous marques propres et sous marque de distributeurs (MDD) montre par exemple que les prix de ventes des marques nationales sont significativement plus élevés et qu'ils rémunèrent mieux les industriels (en valeur absolue comme en pourcentage).

⁶ Inspection Générale des Finances (IGF) - Conseil Général de l'Alimentation, de l'Agriculture et des Espaces Ruraux (CGAAER), Les relations commerciales dans les filières agroalimentaires, avril 2013

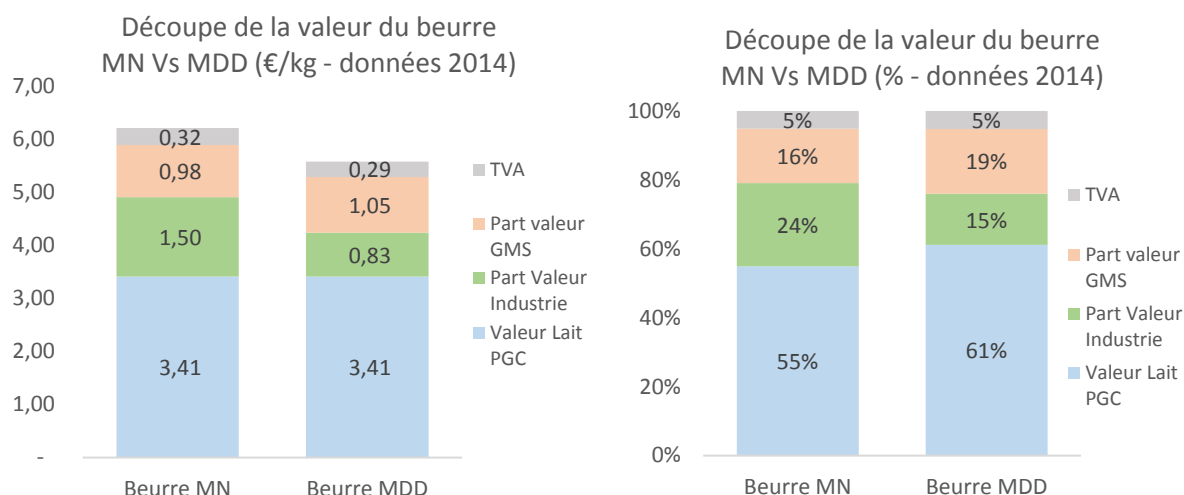


Figure 3 : Estimation de la répartition de la valeur du beurre vendu sous marque nationale et sous marque distributeur en euros et en % (BASIC d'après l'Observatoire de la formation des prix et des marges, 2016)

Quels sont les effets constatés ?

Les évolutions du système alimentaire français questionnent de plus en plus sa durabilité, comme l'illustre une grande partie des débats qui ont eu lieu dans le cadre des Etats Généraux de l'Alimentation.

Tout d'abord en termes d'emplois et de revenus :

- Dans la distribution et la restauration, on constate une précarité des emplois plus élevée que la moyenne (proportion des CDD et temps partiels, conditions de travail, et niveau des rémunérations), les modèles en croissance étant plus fortement associés à ces conditions précaires (acteurs de la restauration rapide, hard discount...).
- La population active agricole a été divisée par 5 depuis 1955. La rémunération des agriculteurs dépend de plus en plus des subventions publiques qui représentent en moyenne 80% du revenu courant avant impôt des exploitations. Les crises récurrentes sur des filières comme le lait illustrent le malaise grandissant de la profession face au dysfonctionnement des filières agricoles.

Au-delà, le développement de l'obésité, les pollutions croissantes de l'air et de l'eau, l'usage des pesticides et l'impact carbone associés au modèle agro-alimentaire actuel, entraînent des coûts croissants pour la société qui n'apparaissent pas dans les prix des produits agricoles : ces coûts « cachés » biaisent l'évaluation de la valeur économique créée et rendent les produits issus de modèles moins-disant socialement et environnementalement plus compétitifs sur le marché. A titre d'exemple, une publication récente du Ministère de la transition écologique et solidaire sur les pesticides rappelle qu'à l'échelle de l'Europe :

- le coût des conséquences de santé de l'ensemble des pesticides via leurs mécanismes de perturbation endocrinienne est estimé à 120 Mds€ par an ;
- la quasi-généralité des cours d'eau est désormais contaminée et le coût du traitement curatif de l'eau est estimé entre 260M€ et 360M€ par an ;
- les insectes pollinisateurs sont menacés par ces produits sachant que le service rendu par ces insectes à la production marchande est chiffré entre 2,3Mds€ et 5,3Mds€ par an.

Dès lors, se pose la question des alternatives potentielles, et de leur capacité à répondre aux enjeux sociétaux tout en étant accessibles à tous et économiquement bénéfiques.

Caractéristiques et effets d'une alimentation plus durable

Dans le cadre de cette étude, nous avons donc investigué la dimension socio-économique d'une alimentation plus durable : *quelle valeur économique crée-t-elle et comment est-elle répartie entre les différents acteurs ? Comment évoluent les emplois et les coûts cachés dans ce cadre ? Quels facteurs induisent/explicitent ces différents impacts ? Comment ces facteurs sont-ils susceptibles d'évoluer ? Quels changements de moyen-long terme sont envisagés ?*

Pour répondre à ces questions, nous avons sélectionné cinq démarches qui répondent à différentes dimensions de la durabilité telles que définies dans le cadre SAFA de la FAO sur la base de la disponibilité d'études et de données sur leurs impacts environnementaux, sociaux et économiques. Il s'agit de l'agriculture biologique, des Appellations d'Origine Protégée fromagères, des circuits courts de proximité, du commerce équitable origine France et des projets alimentaires territoriaux (PAT).

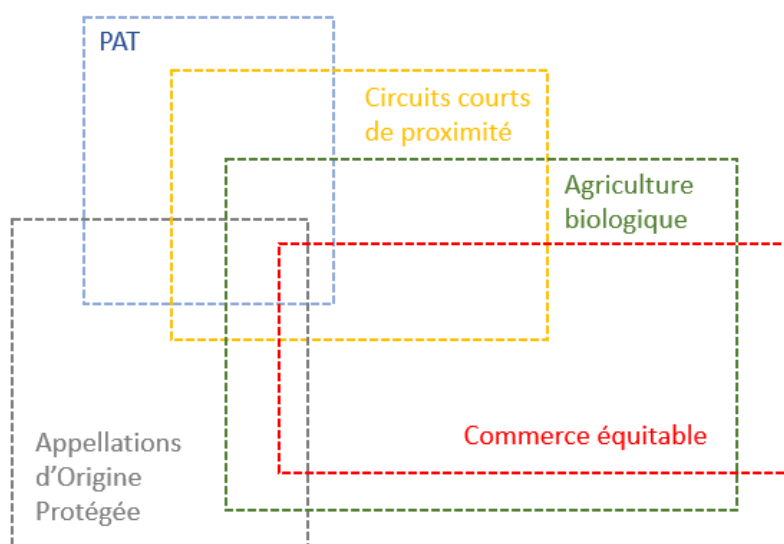


Figure 4 : Schéma récapitulatif des 5 systèmes étudiés et de leurs combinaisons possibles (source : BASIC)

Nous avons également recherché les impacts socio-économiques d'une alimentation plus durable à travers des études plus transversales, qui abordent la question de la généralisation d'une alimentation durable sur un plan plus global, souvent avec une visée prospective.

Comment évoluent la demande et l'offre de produits alimentaires plus durables ?

Même si l'on observe un décalage entre les intentions et les actes, les consommateurs sont de plus en plus en demande de qualités ayant trait à la durabilité pour leur alimentation : production respectueuse de l'environnement, de la santé, des conditions de vie des producteurs...

On note depuis le début des années 2000 une recherche de sens de la part des consommateurs via l'alimentation permettant « *d'exprimer des valeurs diététiques, éthiques, morales, culturelles et environnementales* »⁷.

⁷ DuALLne : durabilité de l'alimentation face à de nouveaux enjeux – INRA CIRAD, 2011

L'intérêt des consommateurs à l'égard des biens éthiques amène une part importante d'entre eux à envisager de payer plus cher pour obtenir des produits respectueux de l'environnement, du bien-être animal (67%) et issus du commerce équitable (56%). Dans le même temps, la confiance dans les marques chute de 8%.

Au-delà de cette tendance, une typologie élaborée par le Ministère de l'environnement en 2017 montre que la sensibilité à l'environnement diffère selon les personnes : d'un côté les éco-engagés (24 % de la population), sont très préoccupés et impliqués, à l'opposé les éco-sceptiques (14 %), sont dubitatifs ou indifférents. La majorité des personnes a une sensibilité intermédiaire : les éco-indécis (25%), semi-soucieux et semi-impliqués, les éco-hypermétropes (22%), plus inquiets pour la planète que pour leur environnement direct, et les éco-spectateurs (15%), préoccupés mais perplexes quant à leur capacité d'action⁸. Fait notable, cette étude conclut que la sensibilité environnementale est plus déterminante que le revenu dans le consentement à payer plus pour des produits plus respectueux de l'environnement.

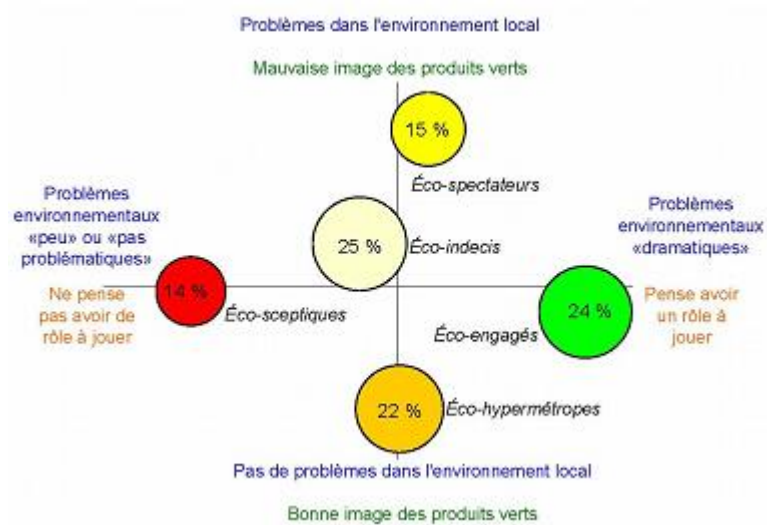


Figure 5: Cinq groupes d'opinions en fonction de leur sensibilité environnementale

Si une autre typologie élaborée en 2016 par GreenFlex, en partenariat avec l'ADEME, confirme que la sensibilité des Français à une alimentation durable et engagée augmente, elle précise que chacun a ses propres déterminants en la matière et que les comportements sont de plus en plus tranchés :

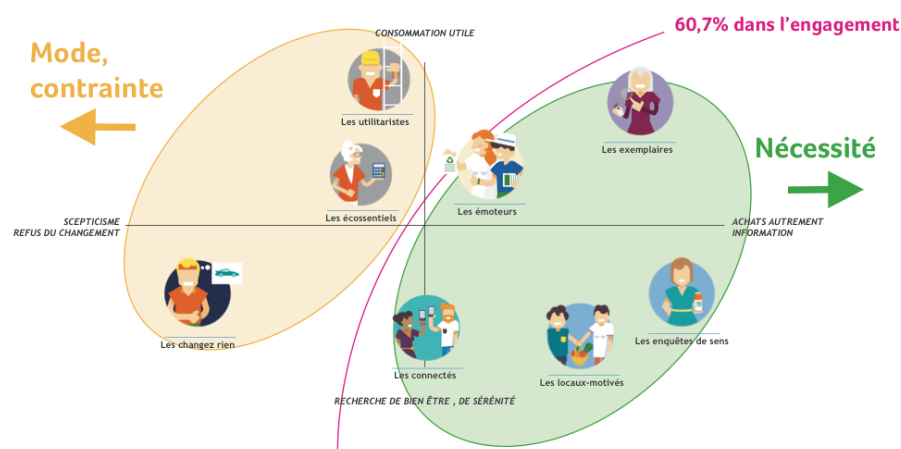


Figure 6 : Typologie de la consommation engagée. Source : GreenFlex, 2016

⁸ Qui est prêt à payer davantage pour un produit vert ? CGDD, MEEM, 2017

En vis-à-vis, on constate que l'évolution des systèmes alimentaires est plurielle et itérative. « *Les travaux scientifiques qui analysent les transformations de l'agroalimentaire vers la durabilité, au Nord comme au Sud, suggèrent finalement l'existence d'un modèle d'innovation fondé sur la co-évolution entre une pluralité de modèles agroalimentaires* »⁹.

Les alternatives (production sous indication géographique, agriculture biologique, commerce équitable...) se développent en exerçant « *une critique du modèle agro-industriel autour de valeurs du développement durable et en l'influençant via les consommateurs, actionnaires ou politiques* »¹⁰.

Une controverse porte sur la capacité des systèmes alternatifs à influencer l'évolution du modèle dominant vers plus de durabilité dans une dynamique d'hybridation, comme en témoigne les débats autour de la réappropriation de l'agriculture biologique, du commerce équitable ou des circuits courts par la grande distribution alimentaire.

Les cinq alternatives étudiées dans le cadre de l'étude affichent des chiffres d'affaires en croissance, notamment grâce à leur capacité à proposer des produits différents qui valorisent des dimensions de qualités recherchées par un nombre croissant de consommateurs, à savoir :

- Des impacts positifs sur la santé (cas de l'agriculture biologique),
- La recherche de l'origine des produits et de savoir-faire locaux (cas des AOP, des PAT, des circuits courts de proximité et de certaines filières de commerce équitable origine France),
- La protection des ressources et des paysages (cas des PAT et de l'agriculture biologique),
- Une meilleure rémunération des producteurs (cas du commerce équitable origine France),
- Une fabrication à taille humaine (cas des AOP, des circuits courts, du commerce équitable origine France),
- et plus largement la recherche de différenciation et d'individualisation par la consommation (tous systèmes étudiés).

Cependant, hormis pour l'agriculture biologique et les AOP, les marchés correspondants restent marginaux, et la question du changement d'échelle est au cœur des préoccupations des promoteurs de ces alternatives.

Comment cette évolution se traduit dans les chaînes de valeur des filières plus durables ?

- *Des prix plus élevés à tous les maillons de la chaîne*

Dans toutes les initiatives étudiées, on observe – quand les données sont disponibles - des prix globalement plus élevés à tous les maillons : au niveau des consommateurs comme à celui des industriels et des producteurs.

Ce phénomène s'explique par des coûts de production plus élevés par unité produite que dans les systèmes « conventionnels », en raison de la faiblesse des économies d'échelle depuis la production jusqu'à la distribution, par des contraintes économiques spécifiques (systèmes de traçabilité, critères environnementaux, contrôles correspondants...) et par des rendements généralement plus faibles au niveau de la production agricole.

Ces surcoûts peuvent baisser significativement sur certains maillons dès lors que les démarches commencent à se développer (exemple de la bio), ou grâce à la mutualisation des moyens entre

⁹ DuALine : durabilité de l'alimentation face à de nouveaux enjeux. INRA CIRAD, 2011

¹⁰Le nouvel esprit du capitalisme, Boltanski et Chiapello, 2011

acteurs (passation de marchés, plateforme logistique dans l'agriculture biologique, plateformes coopératives des AOP...).

Un autre levier transverse utilisé dans plusieurs démarches durables pour réduire les surcoûts est la lutte contre le gaspillage alimentaire à tous les maillons de la chaîne.

Au-delà des surcoûts, les prix plus élevés reflètent la reconnaissance d'une qualité « supérieure » des produits à tous les maillons de la chaîne, qui résulte d'une stratégie de différenciation commune à la plupart des démarches étudiées.

Les niveaux de prix semblent également découler d'une négociation plus équilibrée entre les acteurs des filières étudiées, rendue possible par une moindre concentration des acheteurs, des différences de tailles de structures moins prononcées, et une organisation collective plus forte au niveau des producteurs. Dans certains cas, il existe des discussions collectives sur les prix aux différents stades de la chaîne dans l'objectif d'assurer une bonne répartition de la valeur et la rentabilité de tous, sur la base des coûts de production et des marges souhaitées par chacun.

A noter enfin que ces niveaux de prix plus élevés peuvent être amplifiés en aval des chaînes : en effet la logique de fixation des prix par une grande partie des transformateurs, et surtout les grands distributeurs, paraît inchangée par rapport au système conventionnel ; elle consiste à calculer le prix de revente en appliquant un taux de marge indépendant des coûts internes, ce qui aboutit à des marges brutes plus élevées en valeur pour certains produits durables (cas de l'agriculture biologique, des AOP)

Finalement, si les surcoûts actuels sont pour partie justifiés et nécessaires à la viabilité des acteurs concernés, ils créent des freins potentiellement importants dans la perspective du développement d'une alimentation plus durable, notamment à cause :

- de la baisse/stagnation tendancielle des dépenses alimentaires des ménages et la hausse de la précarité alimentaire qui limitent la possibilité d'absorber des surcoûts ;
 - du besoin d'investissement (public) significatif au démarrage pour initier/lancer des filières plus durables ;
 - de la difficulté à contrôler et limiter les marges des circuits de distribution dans le cadre légal actuel ;
 - de la concentration actuelle des filières qui favorisent les accords entre acheteurs.
- *Une répartition de la valeur mal documentée, qui dépend de la gouvernance des chaînes de valeur*

La répartition de la valeur (du producteur au consommateur) qui résulte des dynamiques précédentes est la plupart du temps méconnue¹¹. Quand elles sont disponibles, les estimations ne montrent pas de tendance commune aux démarches plus durables ; exprimée en pourcentage, la répartition est parfois inchangée par rapport à la moyenne observée (cas de l'agriculture biologique en filière longue), parfois significativement différente (cas de certaines AOP, des circuits courts de proximité et d'initiatives du commerce équitable origine France).

Les changements de répartition de valeur observés sont liés à des changements de structure de la chaîne de valeur, qu'il s'agisse de la réduction du nombre de maillons intermédiaires, ou de démarches d'intégration verticale des producteurs qui leur permettent de « remonter » une partie de la chaîne et de capter une part plus importante de la valeur finale (via la transformation à la

¹¹ L'OFPM prévoit néanmoins d'étendre ses travaux aux produits issus de l'agriculture biologique à partir de 2018.

ferme, la reprise en main du stockage et de la logistique par les producteurs et les coopératives en agriculture biologique comme dans le cas de Biolait...)

Certaines initiatives plus durables vont jusqu'à renverser la logique de détermination des prix à chaque maillon, en partant des coûts de production et en y rajoutant une marge suffisante pour assurer la rémunération et la rentabilité de chaque acteur.

Cette démarche a l'avantage de répercuter les surcoûts en aval sans pour autant les amplifier à chaque maillon. Couplée à un équilibre de négociation avec les acteurs de la distribution, elle permet de modifier substantiellement la répartition de la valeur même dans les filières longues (cas de l'AOP Comté, des initiatives de commerce équitable origine France).

Cependant, en l'état, il est difficile de se prononcer sur l'extension possible de ces mécanismes dans la perspective du développement d'une alimentation plus durable. Le changement d'échelle pouvant remettre en cause une logique qui repose pour beaucoup sur une forme de différenciation et de distinction.

- *Une performance économique des agriculteurs équivalente ou améliorée*

La performance économique des producteurs dépend de l'équilibre entre les prix qu'ils obtiennent, leurs rendements et leurs coûts de production.

Dans les démarches étudiées, le gain supplémentaire lié à un meilleur prix de vente est souvent effacé par les moindres rendements, et la rentabilité finale reste documentée de manière parcellaire. Néanmoins, les données disponibles indiquent que la rentabilité des exploitations y est au moins équivalente à la moyenne observée et souvent supérieure.

Cette meilleure performance économique est étroitement liée au développement de systèmes plus économes en intrants/investissements détaillés précédemment.

Au-delà, une autre clé de la performance économique des exploitations agricoles réside dans le fait de bénéficier d'une meilleure visibilité et régularité des commandes sur le long terme, ce qui permet aux producteurs de s'extraire des fluctuations et incertitudes du marché conventionnel, de planifier leur production et leurs investissements et d'être plus résilients face aux aléas.

Certaines initiatives plus durables se sont même dotées de mécanismes collectifs de maîtrise et planification de l'offre, l'objectif étant d'assurer des volumes en adéquation avec la demande (ou juste inférieurs) et de sécuriser un prix-cible défini par les acteurs de la chaîne sur le moyen-long terme¹².

Comme le montrent les cinq démarches durables étudiées, les mécanismes de maîtrise de l'offre nécessitent une organisation collective et une confiance suffisante entre les acteurs (cas des AOP, des AMAP et de certains PAT) pour éviter les stratégies « d'outsiders » qui ne respecteraient pas les dispositifs de régulation.

Ils nécessitent également une intégration par les consommateurs de la saisonnalité et de la non-disponibilité des produits en cas d'aléas.

A noter que pour les filières durables qui ne possèdent pas de mécanismes de régulation de l'offre comme l'agriculture biologique par exemple, la demande est aujourd'hui souvent largement supérieure à l'offre, ce qui génère une tension empêchant les prix de fluctuer ou baisser fortement et prémunit les producteurs des impacts négatifs associés.

¹² Ce type de mécanismes de régulation existe encore à l'échelle de filières nationales dans certains pays (cas du milk supply management committee au Canada).

Cependant, cette situation n'est pas nécessairement pérenne : il existe donc un enjeu de régulation de l'offre de produits durables dans un contexte de démantèlement des outils de régulation publique à l'échelle européenne comme internationale.

- *Une tendance au maintien voire à la création d'emplois dans les territoires*

En comparaison des impacts sur la valeur et sa répartition, ceux sur l'emploi sont beaucoup moins documentés pour les cinq démarches étudiées.

Quand ils le sont, on constate un maintien voire une création d'emplois qui semble dans la majorité des cas une conséquence induite des modèles alternatifs, de taille plus réduite, qui se développent dans le cadre des démarches plus durables - en particulier au niveau agricole - et résultent des dynamiques territoriales générées par les initiatives.

Certaines initiatives spécifiques intègrent des exigences sur la taille des structures et leur intensité en emploi pour certains maillons de leurs chaînes de valeur (cas de la démarche Biocoop « Ensemble » et de l'AOP Comté). Ces critères peuvent également porter sur les niveaux de salaires et leur disparité, mais dans un très petit nombre d'initiatives.

De manière plus générale, l'enjeu de l'emploi – comme celui de la répartition de la valeur – nécessiterait des études plus approfondies pour mieux documenter l'impact des systèmes plus durables et d'éventuels effets de reports d'impacts (plus d'emplois dans un territoire, moins dans un autre).

- *Une baisse des coûts cachés qui reste à chiffrer*

Enfin, il n'y a pas d'études chiffrées disponibles sur les différences de coûts cachés liées à des démarches plus durables en comparaison avec le système alimentaire « conventionnel ».

Les études qualitatives menées sur certaines d'entre elles - en particulier celle très complète de l'ITAB sur l'agriculture biologique - montrent que c'est par le biais des exigences techniques et des critères socio-environnementaux que des systèmes plus durables parviennent à faire baisser les coûts cachés supportés par la société.

Cependant, tant que ces coûts ne seront pas traduits en valeurs monétaires réelles dans les transactions commerciales, les systèmes moins-disant sur le plan social ou environnemental continueront à bénéficier d'une concurrence déloyale.

Que disent les travaux sur la généralisation d'une alimentation plus durable ?

En complément de l'analyse précédente, nous avons été amenés à regarder les travaux qui portent sur la généralisation de systèmes plus durables. Ces travaux sont conduits à différentes échelles : 4 mènent leur analyse au niveau mondial, 5 se situent au niveau européen, 1 en Grande-Bretagne, 13 à l'échelle de la France, 1 du Massif Central.¹³

Un premier constat est que les travaux traitant d'une généralisation d'une alimentation plus durable analysent rarement la question de la valeur économique de l'alimentation, et encore moins celle de sa répartition entre les différents maillons des chaînes de valeur.

¹³ Agrimonde (Agrimonde 1 et Agrimonde Terra), From University to diversity, Scénarios SAIG et SARDT, Strategies for feeding the world more sustainably with organic agriculture, Susdiet, Les coûts de l'élevage industriels : Les implications économiques du passage à un élevage plus respectueux du bien-être des animaux, Nourrir l'Europe en temps de crise, TYFA, Afterres 1 et 2, Prospectives « filière » FranceAgriMer, Prospective Viande Massif Central, Etude prospective sur les principales tendances de consommation à destination, Les circuits de distribution des produits alimentaires (DimDamDom), Vers une alimentation bas carbone, saine et abordable, Stratégie Nationale Bas-Carbone, Politique nutritionnelle de santé publique, Food Futures : from business as usual to business unusual.

Au-delà, ils construisent une image assez convergente des différents facteurs à l'œuvre pour aboutir à un système alimentaire plus durable : s'il y a aujourd'hui des enjeux identifiés sur ce thème, c'est parce que l'évolution des systèmes alimentaires, dans leur ensemble est jugée comme non durable sur les aspects environnementaux, économiques, sociaux et de la gouvernance.

Plus précisément, ce sont les tendances à l'industrialisation accrue, la concentration et la globalisation de ce système qui sont identifiées comme problématiques (Rastoin et Gherzi, IPES Food).

Pour répondre à cet enjeu de fond, les travaux qui abordent la question de l'alimentation durable de manière globale proposent un certain nombre de critères :

- Critères sanitaires : moins (mais « mieux) de viande et de produits laitiers,
- Critères sociaux : prise en compte de l'accès à l'alimentation pour toutes les catégories sociales, ce qui renvoie à la question du prix acceptable pour le consommateur,
- Critères culturels : le respect d'une diversité de préférences alimentaires,
- Critères environnementaux : lutter contre les émissions de gaz à effet de serre, préserver la qualité des sols, des écosystèmes terrestres et aquatiques, et de la biodiversité.
- Critères macro-économiques : non dégradation voire contribution positive à la balance commerciale (une balance des paiements très déséquilibrée étant problématique pour le bien-être social). Ce terme peut s'atteindre de deux manières : en maintenant une valeur à l'export et/ou en réduisant les importations substituables (soja, huile de palme notamment).

Sur un plan plus détaillé, seules 4 recherches¹⁴ parmi celles étudiées ont effectué une quantification économique :

- Le projet Livewell porte sur les effets économiques de changements importants de régimes alimentaires et conclut sur le fait que les grands perdants à l'échelle européenne seraient à terme les producteurs (-8 à -10 milliards d'euros selon les scénarios), suivis des acteurs de l'agro-industrie (-4 à -8 milliards d'euros). Les consommateurs seraient eux gagnants du fait de la réduction de la consommation de produits animaux (de +1,3 à +7,8 milliards d'euros de gains directs en matière de coût de consommation selon les scénarios et de +6,5 à 32 milliards d'euros pour la seule réduction des coûts liés à l'obésité) ;
- La thèse de C. Bellora montre qu'un passage à 20% de la Surface Agricole Utile européenne en agriculture biologique n'aurait qu'un impact mineur sur les prix agricoles mondiaux (de +1,4% à +3,3%), mais elle ne porte pas sur l'analyse des changements des autres composantes de l'alimentation, notamment des prix consommateurs ;
- L'évaluation du WWF et d'Eco2 montre que l'adoption d'un régime « flexitarien » avec 50% de produits issus de l'agriculture biologique et certifiés ne changerait pas le montant actuel du panier alimentaire moyen des français, la réduction de la consommation de viande compensant le prix plus élevé des produits bios et certifiés ;

¹⁴ WWF. (2015). LiveWell for Life. Bellora, C. (2014). *Échanges internationaux en agriculture : changements d'utilisation des sols, biodiversité et durabilité environnementale*. WWF. (2017). *Vers une alimentation bas carbone, saine et abordable*. Compassion in world farming, C. (2011). *Les coûts de l'élevage : les implications économiques du passage à un élevage plus respectueux du bien-être des animaux*.

- Enfin, l'étude du CIWF montre qu'un élevage plus respectueux du bien-être animal ne générerait que 10% de surcoût au niveau du producteur, à relativiser par rapport aux coûts cachés de l'élevage industriel (tels qu'évalués au Royaume-Uni, en Allemagne et aux États-Unis).

Plus globalement, sur la base des travaux prospectifs analysés, l'alternative semble se dessiner entre un Système Agroindustriel Globalisé dont les conséquences environnementales et sociales sont très problématiques et un système diversifié que J.L Rastoin qualifie de Système Alimentaire Responsable et Durable Territorialisé (SARDT)¹⁵, dont les caractéristiques résonnent fortement avec les démarches existantes analysées dans cette étude : diversité, plus forte intensité d'emplois, déconcentration, lien au territoire et au consommateur, plus grande capacité d'intégration de problématiques environnementales...

Ce cadre étant posé, 2 points supplémentaires issus de notre recherche viennent éclairer le débat :

- L'impact social d'une alimentation durable plus coûteuse doit certes tenir compte des différentes catégories de revenu, mais la question de l'impact du prix pour les ménages les plus pauvres nous semble néanmoins devoir être replacée dans un cadre d'analyse social plus large que la seule alimentation. La précarité alimentaire va souvent de pair avec la précarité du logement, de l'énergie : son traitement rentre dans le cadre plus global de la lutte contre la précarité. *A contrario*, il n'est pas acquis que la précarité alimentaire doive dicter ses contraintes à l'ensemble du système alimentaire.
- Ce qui impacte le prix de l'alimentation durable n'est pas uniquement la nature de ce qui est consommé (bio ou pas, carné ou pas...), mais aussi le rythme d'évolution relatif de l'offre par rapport à la demande, avec des modalités de gestion de l'un et de l'autre très différents : s'il est relativement facile de réguler l'offre (organisation d'une rareté – au moins pour des produits différenciés), la demande est beaucoup plus fluide et multifactorielle¹⁶. Le développement de l'agriculture biologique illustre cette analyse économique : aujourd'hui, l'évolution de l'offre est structurellement inférieure à celle de la demande, mais beaucoup d'observateurs anticipent qu'un développement rapide de la production entraînerait une baisse des prix (comme dans le cas du lait en 2015).

L'équation dépend d'un équilibre fragile : maintenir une offre inférieure à la demande, c'est certes favoriser les producteurs mais c'est également risquer de cantonner le produit dans une niche, alors que sa généralisation est souhaitable (voir le débat du « bio pour tous ») ; à l'inverse, une baisse ou une fluctuation de prix au producteur risque de désorganiser la filière, de conduire à une perte de qualité. La réponse qui satisfait à la fois la durabilité des producteurs et de l'environnement et celle des consommateurs résulte forcément d'un compromis. En l'état actuel des rapports économiques au sein des chaînes de valeur, la priorité semble être de conforter les systèmes alimentaires alternatifs plutôt que de privilégier les coûts les plus bas possibles pour le consommateur.

Au-delà, notre analyse met en exergue le manque actuel de travaux s'intéressant aux conséquences économiques à moyen-long terme d'une généralisation d'une alimentation plus durable à l'échelle de l'ensemble du système alimentaire.

¹⁵ Le terme de Système Agroindustriel Globalisé (SAG) est également repris des travaux de J.L. Rastoin, qu'il oppose pratiquement terme à terme au SARDT.

¹⁶ Ce qui n'empêche pas d'avoir des tendances de fond qui s'expriment vers une demande alimentaire plus durable (cf. rapport de phase 1).

De plus, elle met en lumière le manque de liens entre ce type d'exercices prospectifs et les travaux qui étudient les impacts économiques des systèmes plus durables existants, souvent parcellaires¹⁷. Or, ces analyses des systèmes alimentaires plus durables existants tendent à montrer que les filières associées à ces systèmes ont des logiques de fonctionnement économiques propres, nettement différentes du marché conventionnel. Les analyses montrent aussi qu'un changement d'échelle est susceptible de modifier la logique économique, en passant d'une logique de niche à forte valeur ajoutée à une production à plus grande échelle. Les enjeux méthodologiques du passage de l'analyse quantitative de systèmes « microéconomiques » à des systèmes « macroéconomiques » sont complexes et doivent être proprement appréhendés.

Il semble donc nécessaire de mieux documenter de manière qualitative et quantitative ces systèmes, leur fonctionnement, et leurs impacts, en particulier sur la valeur économique et sa répartition, les coûts, et les emplois. L'analyse économique au niveau de la chaîne de valeur alimentaire doit également être assortie d'une analyse des impacts sociaux et environnementaux découlant du développement, ou du non développement, de ces systèmes.

¹⁷ Les travaux prospectifs quantitatifs sont majoritairement basés sur des modèles économiques d'équilibre général dont les hypothèses sont très éloignées des dynamiques économiques documentées dans les systèmes plus durables.

Conclusion : quels repères pour une alimentation plus durable ?

Sur la base des résultats de notre recherche, les points suivants peuvent être mis en avant comme autant de repères pour envisager une transition vers une alimentation plus durable. Ces points se comprennent dans le cadre général d'un agenda de transition vers la durabilité, dicté par l'urgence de grands dossiers environnementaux (changement climatique, biodiversité, gestion des ressources), sociaux (santé, emplois, qualité du travail) et économiques (partage de la valeur, résilience aux risques). L'enjeu est de changer le système alimentaire pour répondre aux défis du développement durable.

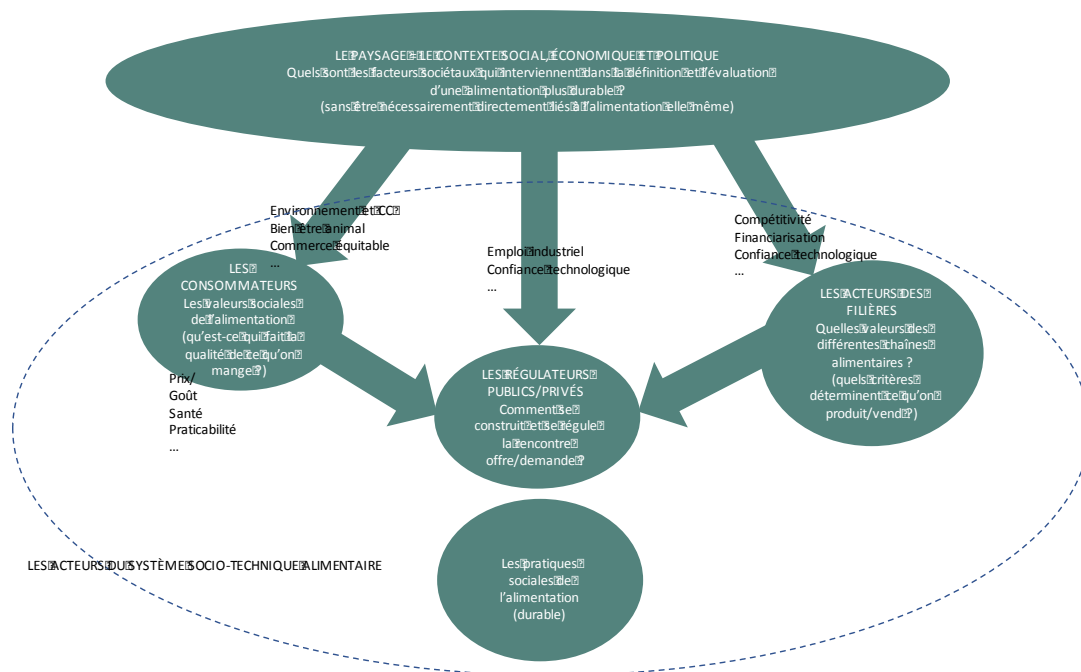
Dans le cadre de cette étude, nous avons été conduits à questionner un présupposé implicite fréquent pour penser la transition écologique : l'hypothèse selon laquelle le changement de valeurs en termes d'alimentation se traduit par un changement de demande, qui sera lui-même suivi par un changement d'offre pour répondre à cette demande :

Δ Valeurs \rightarrow Δ Demande \rightarrow Δ Offre

Or cette chaîne de causalité peut être discutée pour deux raisons principales :

- En sens inverse, l'offre de produits alimentaires par les différents acteurs de la distribution et de l'industrie agro-alimentaire détermine aussi la demande, voire peut être considérée comme plus puissante que cette dernière si l'on considère la concentration des pouvoirs économiques et politiques dans ce domaine. En fait, on peut même considérer que la rencontre entre l'offre et la demande alimentaire est institutionnellement régulée et construite par une diversité d'acteurs qui orientent les choix des consommateurs (cf. schéma suivant).
- La demande alimentaire est une composante de modes de vie plus globaux, et les attentes dans ce domaine peuvent entrer en conflit avec d'autres priorités. On peut vouloir une alimentation plus durable mais être contraint par son loyer, ses déplacements, d'autres biens de consommation plus indispensables, ou par l'appartenance à des groupes sociaux qui privilégient ou dévalorisent telle ou telle dimension de la consommation alimentaire. Les valeurs sociales spécifiquement liées à l'alimentation doivent s'analyser au regard d'autres valeurs liées à une vision plus globale de la société.

Ainsi, la dynamique de changement peut s'analyser en fonction des acteurs et considérants globaux indiqués dans la figure qui suit.



C'est au total dans ce cadre d'ensemble — à la fois sur l'urgence des objectifs de durabilité et sur le rôle des différents acteurs dans l'évolution des pratiques alimentaires — qu'il faut considérer les points qui suivent.

1. La durabilité sociale repose sur la combinaison de différents systèmes alimentaires durables, dont beaucoup existent déjà et se développent

Ce premier point porte sur la prise en compte de la dimension sociale de l'alimentation durable. Si les grands dossiers environnementaux et sociaux cadrent le « champ des possibles » d'une telle alimentation (cf. le point suivant), la diversité des situations sociales et culturelles renvoie à celle des attentes en la matière. Cette diversité sociale implique de considérer une diversité d'organisations de systèmes alimentaires à une échelle nationale (celui du champ de l'étude), mais aussi plus globalement européenne voire mondiale.

L'ensemble des cas étudiés montre qu'il y a plusieurs voies pour contribuer à un système alimentaire plus durable, qui peuvent se combiner pour intégrer plusieurs dimensions de durabilité, et créer une valeur économique et sociale. Ils offrent un potentiel de résilience du fait de leur gouvernance et/ou de leurs bases techniques.

2. La diversité des systèmes alimentaires durables souscrit à des fondamentaux techniques, sociaux et économiques ; une nécessaire entreprise d'objectivation de ses performances

La diversité des systèmes n'est pas à elle seule garante de durabilité et on constate aujourd'hui que le développement de systèmes durables n'est pas encore suffisant pour infléchir les tendances d'ensemble sur la dégradation de l'environnement, l'économie des exploitations et sur de nombreux critères sociaux. Un référentiel global semble nécessaire afin de faire évoluer cette diversité vers plus de durabilité, et ce sur des bases de connaissances objectivées. Appliqué par l'ensemble des acteurs économiques concernés, un tel référentiel permettrait notamment de réduire le décalage entre des affichages d'efforts individuels positifs – mais partiels — et la croissance inquiétante des impacts négatifs à une échelle plus globale.

Un des enseignements de l'étude est la difficulté de trouver des données et des études qui rendent compte du niveau de durabilité des différents systèmes alimentaires. Dans le champ environnemental, des fondamentaux comme la contribution d'un système aux émissions de gaz à effet de serre, de pollution des ressources en eau, de conservation de la biodiversité et des paysages sont rarement instruits (dans nos études, seule l'agriculture biologique a fait l'objet d'études systématique sur ces points). Idem pour des indicateurs sociaux relatifs à la santé des agents de la chaîne alimentaire, aux niveaux de rémunération des producteurs et des salariés. Et dans le champ purement économique, les indicateurs et données fondamentaux comme les structures de coûts, ainsi que leur nature même, restent difficiles d'accès. Dans ce contexte, il semble nécessaire d'accompagner la transition vers plus de durabilité en développant une culture de la mesure d'impact, assise sur des indicateurs partagés, instruits et accessibles aux parties concernées.

3. Une alimentation plus durable a des conséquences sur les coûts de production et sur la gouvernance des systèmes alimentaires

L'étude des systèmes alimentaires durables permet de dégager une conclusion d'ensemble : ramenée à la quantité produite, l'alimentation durable a généralement un coût de revient supérieur à celle produite selon une logique d'économie d'échelle et de production de masse. L'intensité en main d'œuvre supérieure — synonyme d'emplois induits — implique une nécessaire part de valeur ajoutée accrue pour le producteur et pour d'autres opérateurs clés dans la chaîne de valeur (par exemple les transformateurs dans le cas d'AOP fromagères). Aujourd'hui, les systèmes alimentaires plus durables se caractérisent souvent par une gouvernance spécifique, adaptée à leur échelle d'opération, une production différente par rapport au marché conventionnel, et parfois par une limitation de la production en amont. Notons que cette gouvernance doit, si besoin, évoluer pour intégrer un système d'évaluation permettant d'objectiver ses impacts sur toutes les dimensions de la durabilité (cf. point précédent).

La fixation du prix de l'alimentation doit également prendre en compte les coûts cachés. Leur diminution est *de facto* déjà engagée dans certaines filières plus durables, mais elle doit être étendue à l'ensemble de celles qui composent le système alimentaire. Les écarts de prix actuellement constatés entre les filières plus ou moins durables ne doivent pas reposer sur une forme de dumping social et/ou environnemental.

4. Des chantiers de politiques publiques

Les points précédents impliquent des évolutions dans les politiques publiques. Le cadre le plus général dans lequel s'inscrivent ces politiques est notamment celui du commerce international et du droit de la concurrence qui doivent affirmer la spécificité de la production alimentaire : les aliments ne sont pas des biens marchands comme les autres, et leurs prix ne sont pas seulement fixés par les lois du marché, mais aussi par des considérants de sécurité alimentaire, le niveau de subvention publique, les différences de pouvoir de négociation, les normes encadrant les conditions de production et de consommation, le contexte géographique... Autant de dimensions qui devraient être prises en compte, auxquelles se rajoute l'intégration des coûts cachés qui devrait être constitutive de l'encadrement du marché des biens alimentaires.

Dans ce cadre, les politiques, à différents niveaux, peuvent jouer un rôle dans l'information donnée aux consommateurs mais aussi pour accompagner les transitions économiques : en ciblant des aides publiques vers les systèmes alimentaires les plus durables et les consommateurs

les moins favorisés, et en favorisant des dispositifs de régulation offre/demande limitant les fortes variations de prix.

5. Le rôle central des consommateurs

Si les politiques publiques peuvent et doivent fournir un cadre plus favorable à l'intégration de la durabilité aux différents maillons de la chaîne, c'est bien aux consommateurs, dans leur diversité, de se saisir des opportunités offertes, ce qu'ils font déjà pour partie. Les associations de consommateurs peuvent jouer un rôle clé en accompagnant l'évolution en cours où le prix n'est plus le critère absolu, mais où une qualité d'ensemble de l'alimentation est bien comprise comme un enjeu de société. Ce mouvement repose sur une communication et, dans une optique de plus long terme, une éducation des consommateurs présents et à venir.

Fiche 1 : Les valeurs de l'alimentation au niveau des ménages français

L'un des enjeux de l'étude consiste à poser une analyse différenciée par maillon afin d'en dégager les spécificités en termes de modèles économiques, de comportements, et de rapport à la durabilité. Cet exercice permet de compléter et préciser une vision plus globale des systèmes alimentaires.

Des Français qui dépensent à la fois plus... et moins pour leur alimentation

Évaluées à 242 milliards d'euros en 2014, les dépenses totales d'alimentation des Français ont connu une hausse légère et continue sur le long terme, essentiellement par effet prix sur les 10 dernières années.

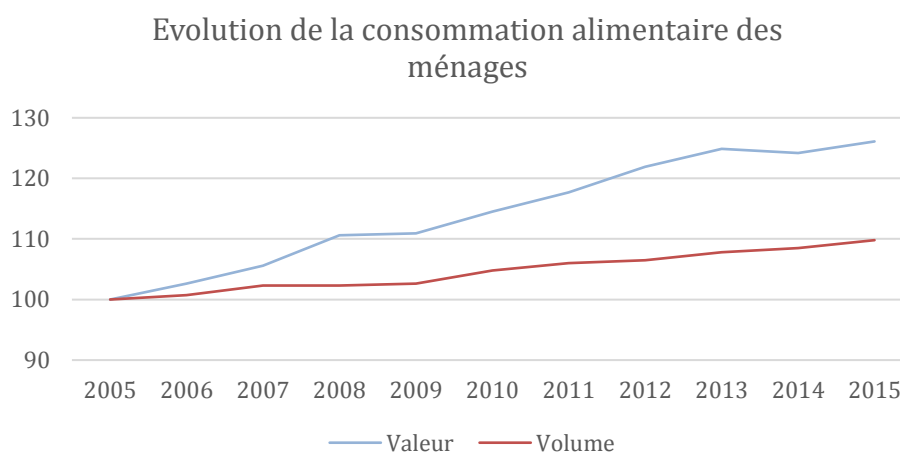


Figure 7: Consommation alimentaire des ménages
(BASIC, d'après INSEE dans Xerfi, Les Grandes Surfaces Alimentaires, 2017)

Le budget alimentaire par personne est ainsi passé de 2778 euros en 1990 à 3135 euros en 2015 (en monnaie constante corrigée de l'inflation).

Mais si les ménages français dépensent en moyenne plus d'argent pour leur alimentation, la part relative de la consommation alimentaire dans leur budget a connu une baisse de plus de 40% depuis 50 ans, avec une tendance à la stabilisation sur la dernière décennie.

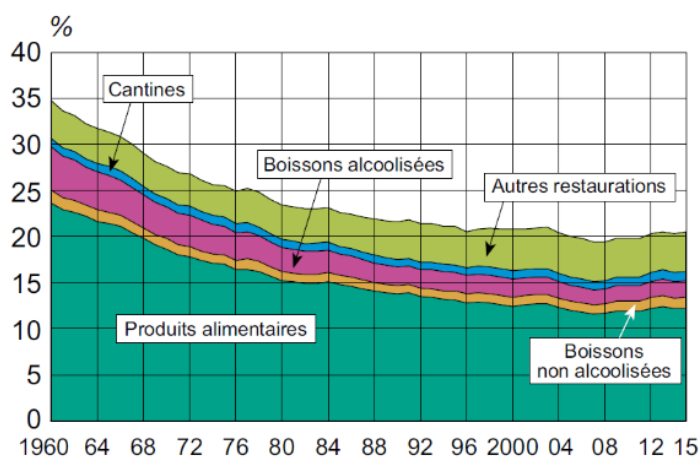


Figure 8 : Part de l'alimentation dans les dépenses de consommation (INSEE)

À noter que la part de l'alimentaire dans le budget des ménages français cesse de diminuer depuis 2008 et qu'elle était revenue en 2013 au même niveau qu'en 2000¹⁸. Il semblerait que dans un contexte de crise, l'alimentation apparaisse comme une « valeur refuge » permettant de conjuguer nécessité (de se nourrir), plaisir (de la table) et lien social (convivialité autour du repas partagé).

Des habitudes alimentaires qui ont évolué

Les Français mangent moins chez eux. La part du budget allouée à la restauration commerciale et aux cantines a augmenté (de 14% en 1958 à 26% en 2008), à l'inverse des achats de produits alimentaires pour la consommation à domicile (qui sont passés de 83% à 67% sur la même période).

Cette tendance est à mettre en relation avec la diminution du temps passé à cuisiner et de la durée des repas constatée dans le cadre des enquêtes annuelles du CREDOC¹⁹. Paradoxalement, on note depuis 2013 la volonté d'aller vers une cuisine faite soi-même, à partir de produits bruts, pour des raisons de goût et de plaisir, mais aussi de confiance en une alimentation de qualité²⁰.

En termes de produits consommés, la viande, les fruits et légumes, le pain et les boissons alcoolisées restent les principaux postes de dépenses alimentaires, mais leur part diminue au profit des produits laitiers, des œufs, des boissons non alcoolisées, des produits sucrés et surtout des produits transformés.

Globalement, malgré les évolutions du rapport des consommateurs à l'alimentation, on constate une préservation du modèle alimentaire français, qui se caractérise autant par ce que l'on mange que par la manière de le préparer : trois repas à heures fixes, souvent en compagnie, auxquels les français consacrent plus de temps que la plupart des autres pays, une importance donnée au goût des aliments et la référence à une certaine tradition²¹.

L'impact des revenus et de l'âge sur les achats alimentaires

Il existe de fortes disparités en fonction de la catégorie sociale, qu'il s'agisse d'importance budgétaire ou de lieux de consommation²².

Ainsi, alors que la part du budget consacrée à l'alimentation a baissé chez les ménages les plus modestes (28% en 1979 vs 19% en 2012), elle est restée stable pour les familles les plus aisées (14%).

Ces dernières consacrent par ailleurs une part deux fois plus importante de leur budget alimentaire aux repas à l'extérieur (28% contre 14% pour les familles les plus modestes).

Enfin, en France 12,2 % des adultes appartiendraient à un foyer en « situation d'insécurité alimentaire pour raisons financières », soit plus de 6 millions de personnes.

¹⁸ La dépense alimentaire des français résiste à la crise. Les synthèses de FranceAgriMer, numéro 4, Sept 2014

¹⁹ Comportements et consommations alimentaires en France, CREDOC, 2013

²⁰ Le plaisir du cuisiné maison : pour le goût et la qualité, Thierry Mathé et Pascale Hébel, CREDOC, 2015

²¹ L'évolution de l'alimentation en France, Céline Laisney, CEP Ministère de l'Agriculture, 2012

²² C. Laisney, Centre d'Etudes et de Prospective, Disparités sociales et alimentation, novembre 2013

Cependant l'appartenance à une catégorie sociale est aujourd'hui moins déterminante que dans les années 1960. Les niveaux de revenus se combinent désormais avec d'autres facteurs liés aux modes de vie : lieu d'habitation, âge, niveau de diplôme, appartenance à un groupe social caractérisé par sa culture et son identité plus que par son revenu...

L'âge et la génération ont également une influence importante sur les dépenses alimentaires des ménages.

Les études montrent que les jeunes dépensent généralement moins que les personnes âgées pour leur alimentation. Si ce constat n'est pas nouveau, il se combine au fait qu'à âge égal, chaque nouvelle génération a tendance à consacrer une part plus faible de ses revenus aux dépenses alimentaires que la génération précédente.

De plus, pour la consommation d'un certain nombre de produits, les différences de classes d'âge prévalent sur celles de classes sociales²³.

Une complexité croissante du consommateur

Au-delà des facteurs précédents, et d'une certaine homogénéité des régimes alimentaires en termes de quantité et d'apports énergétiques, le choix des aliments apparaît de plus en plus personnel et relié à l'appartenance à un groupe social, tout en se justifiant par des propriétés gustatives et une notion de plaisir²⁴.

Dans un environnement plus fragmenté et changeant, les choix alimentaires se révèlent aussi plus volatils – et potentiellement incohérents – dans le sens où ils dépendent en partie des flux d'informations incessants, des arbitrages du moment (« j'aime la bonne cuisine mais je suis trop fatigué pour faire à manger ») et de la temporalité de la réflexion (achat impulsif, par rapport à une projection à plus long terme).

Il en résulte une imprévisibilité qui peut expliquer pour partie le décalage observé entre des déclarations d'intention et le passage à l'acte.

Le consommateur du début du 21^{ème} siècle est certainement plus complexe à cerner et paradoxal dans ses comportements que celui du siècle passé.

Inquiétudes, besoin d'information et quête de sens

En lien avec différentes crises alimentaires (vache folle dans les années 1990, ou plus récemment fipronil dans les œufs et salmonelles dans le lait en poudre), la majorité des travaux convoqués dans le cadre de l'étude font état d'une inquiétude croissante chez le consommateur, depuis une trentaine d'années, à l'égard du contenu de son assiette.

Cette perte globale de confiance s'expliquerait également par l'éloignement croissant entre les consommateurs et leurs aliments : localisation des aires de production, multiplication des étapes de transformation, nombreux intermédiaires entre les produits bruts et les plats consommés, etc²⁵.

²³ Structure des budgets alimentaires dans l'enquête Budget de famille 2011, Coline Ferrant Marie Plessz, Aliss-INRA, 2015

²⁴ Les pratiques alimentaires des Français : du discours à la réalité, CREDOC, 2002

²⁵ Les comportements alimentaires : quels en sont les déterminants ? Quelles actions, pour quels effets ? Inra, 2010 ; Communiquer sur la qualité sanitaire des aliments en France : enjeux et perspectives, MAAF Centre d'études et prospective, 2015

Ce point fait néanmoins l'objet d'une controverse, certaines publications récentes témoignant d'une meilleure perception des produits alimentaires en termes gustatifs et sanitaires²⁶.

De plus, la sécurité ne reste qu'une variable parmi celles qui définissent la qualité d'un aliment : composante sensorielle ou organoleptique, composante nutritionnelle, coût, praticité, image culturelle, protection de l'environnement, modèle agricole, éthique.

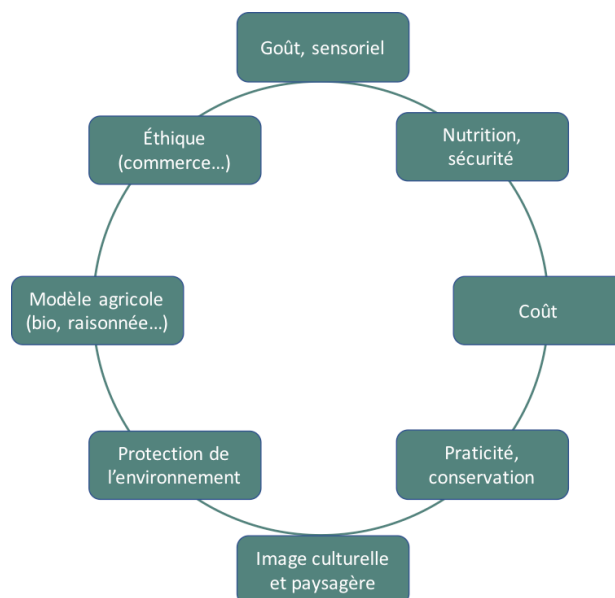


Figure 9 : les huit variables décrivant la qualité d'un aliment (adapté de Barbosa-Canovas et al., 2009)

En revanche, une opposition entre alimentation industrielle/ ultra-transformée et alimentation « naturelle »/artisanale semble clairement émerger, qui explique le fait que beaucoup de français font désormais un lien entre qualité sanitaire et produits frais et naturels²⁷.

Conséquence : de plus en plus de consommateurs sont en demande d'informations sur la composition et la « naturalité » des produits (présence d'additifs, de pesticides ou autres auxiliaires technologiques). 89% des français souhaitent ainsi être informés de la présence ou non de pesticides dans les produits alimentaires²⁸.

Cette demande s'articule logiquement avec une recherche de sens via l'alimentation permettant d'exprimer des valeurs diététiques, éthiques, morales, culturelles et environnementales²⁹ qui sont au cœur de l'alimentation durable.

De manière notable, ces différentes attentes ne sont pas successives dans le temps — l'une chassant l'autre — mais au contraire « additives » : le cahier des charges d'une alimentation durable se complète et se complexifie au cours des dernières décennies.

Les Français et l'alimentation durable : de l'intention aux actes ?

De fait, l'intérêt pour une consommation « engagée », c'est-à-dire tenant compte de préoccupations éthiques, sociales ou écologiques, augmente : les différentes crises ont poussé

²⁶ Baromètre du CREDOC 2011

²⁷ Communiquer sur la qualité sanitaire des aliments en France : enjeux et perspectives – MAAF Ctre d'études et prospective 2015

²⁸ Sondage IFOP/WWF

²⁹ DuALIne : durabilité de l'alimentation face à de nouveaux enjeux – INRA CIRAD, 2011

les français à remettre en question la société de consommation, quitte à envisager de payer plus cher des produits meilleurs pour la santé, respectueux de l'environnement et du bien-être animal et des produits issus du commerce équitable³⁰.

À titre d'exemple, en 2016, près de 9 français sur 10 ont consommé du bio et 69% affirmaient en avoir consommé au moins une fois par mois (vs 37% en 2003). La consommation bio a ainsi augmenté de 21% entre 2015 et 2016, et celle de produits labellisés commerce équitable de 42%³¹.

En général, la consommation bio s'inscrit dans une démarche plus globale de consommation responsable : les consommateurs achètent davantage de produits de saison, de produits frais et évitent le gaspillage. 96% des consommateurs ont l'intention de maintenir ou d'augmenter leur consommation de produits bio³².

En termes économiques, si le chiffre d'affaires de la bio a plus que doublé sur la période 2010-2016 avec une estimation à 7,147 milliards d'euros en 2016, cela équivaut à un peu moins de 3% de la valeur totale des produits alimentaires.

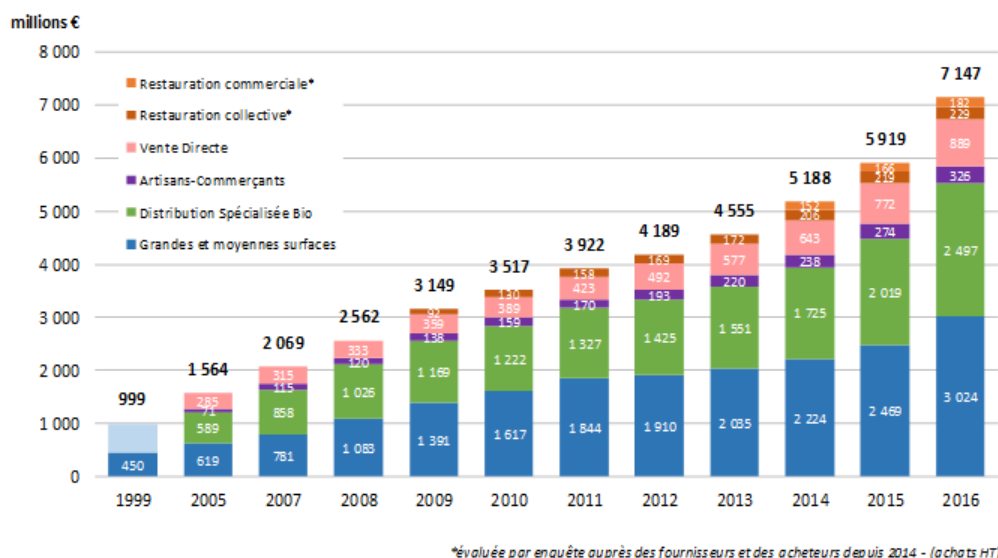


Figure 10 : évolution du chiffre d'affaires de l'alimentation bio par circuits de distribution 1999-2016 (Agence Bio, 2017)

Le constat est similaire pour d'autres catégories d'aliments plus durables, qu'il s'agisse des produits en AOP/IGP ou ceux issus du commerce équitable : les français en consomment de plus en plus, mais cette consommation reste largement minoritaire, sauf pour certaines catégories de produits comme les fromages ou les vins (même si ces derniers ne sont pas spécialement durables, notamment dans leur usage de phytosanitaires).

Dans une période économique difficile, le fait que ces produits soient généralement plus chers représente un problème d'accessibilité pour certaines catégories de la population. En effet, même si la sensibilité environnementale peut transcender le revenu sur les intentions d'achats de produits « verts » par exemple³³, elle reste très différente en fonction des groupes de personnes, ce qui signifie qu'il n'existe pour l'instant pas de levier d'engagement commun permettant d'envisager un changement d'échelle à moyen terme.

³⁰ Comment les consommateurs définissent-ils l'alimentation durable ? Thierry Mathé, 2009

³¹ www.commerceequitable.org

³² Baromètre de consommation et de perception des produits biologiques en France, Agence Bio, 2017

³³ Qui est prêt à payer davantage pour un produit vert ? CGDD, MEEM, 2017

Un autre frein potentiel au développement de la consommation responsable réside dans le « brouillage » lié à la profusion des labels, mélange des appellations, coexistence de produits équitables et conventionnels dans les rayonnages, voire à des stratégies marketing qui jouent sur une ambivalence des images. Ces facteurs expliquent le décalage entre une prise de conscience sociale et environnementale dans le discours et un passage à l'acte qui bien qu'en croissance reste minoritaire³⁴. Au total, c'est tout autant un déficit d'information qu'une trop grande profusion qui sont identifiés comme des facteurs influençant les comportements alimentaires³⁵. Sensibilité aux prix, multiplicité, complexité et volatilité des motivations et des comportements alimentaires, c'est dans ce contexte difficilement lisible que se pose la question du changement d'échelle de la consommation alimentaire durable, et conséquemment celle du changement de pratiques des autres acteurs des chaînes alimentaires.

³⁴ La consommation engagée s'affirme comme une tendance durable, F. Delpal, G. Hatchuel, CREDOC, 2007

³⁵ CREDOC (2002). Les pratiques alimentaires des Français : du discours à la réalité

Fiche 2 : La valeur de l'alimentation au niveau des lieux d'achats et de consommation

La place centrale de la grande distribution dans la vente de produits alimentaires

La grande distribution (hypermarchés, supermarchés, supérettes, magasins de proximité, drives...) est devenue le circuit majoritaire d'achat des produits alimentaires entre 1970 et la fin des années 1990. En 2015 elle représentait 78% des ventes de produits alimentaires pour la consommation à domicile avec un chiffre d'affaires d'environ 135 milliards d'euros et 500 000 emplois.

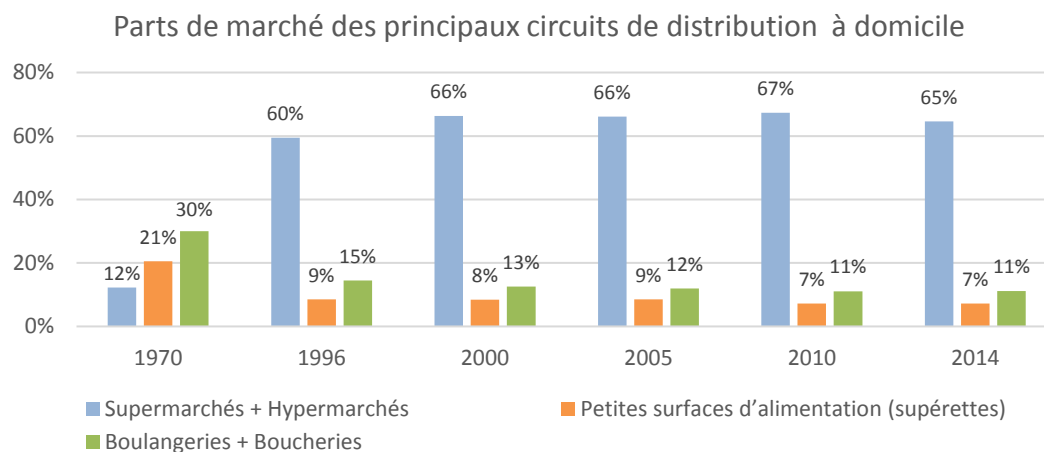


Figure 11 : Evolution des circuits de distribution 1970-2014 (INSEE – Comptes du Commerce 2006)

Cette prédominance s'accompagne d'une forte concentration : en 2014, les six grands groupes implantés en France détenaient ainsi près de 92% des parts de marchés de la distribution alimentaire en grande distribution³⁶.

En termes de canal de ventes, les supermarchés ont connu ces dernières années une croissance plus importante que les hypermarchés, même si depuis 2009 le chiffre d'affaires de ces deux circuits est en quasi-stagnation. On observe également une montée en puissance des petites surfaces de proximité et des nouveaux circuits hors foyers développés par les enseignes de grande distribution, ainsi qu'une progression importante de la vente à distance via les drives.

En parallèle, les acteurs indépendants de l'artisanat et du commerce de proximité, qui représentent environ 18% de la vente de produits alimentaires pour la consommation à domicile et environ 400 000 emplois, connaissent des évolutions contrastées : en croissance pour les épicerie d'alimentation générale et les boulangeries-pâtisseries indépendantes, en stagnation pour les bouchers, charcutiers et primeurs. De façon plus générale, la valeur économique générée par ces circuits augmente alors que les volumes de produits n'augmentent pas voire baissent³⁷, ce qui dénote une augmentation moyenne des prix potentiellement liée à une montée en gamme des produits.

³⁶ Un marché alimentaire en pleine mutation et compétitivité, ANIA, 2016

³⁷ Xerfi, les grandes surfaces alimentaires, novembre 2016

La diversification du modèle économique de la grande distribution

Si le modèle économique de l'artisanat et du commerce de proximité n'a pas fondamentalement changé (poids prépondérant des charges de personnel, loyers et dépenses diverses, en comparaison du coût des approvisionnements en produits alimentaires), il n'en va pas de même pour celui de la grande distribution.

Historiquement basé sur une capacité à écouler des volumes importants d'une grande diversité de produits et à optimiser leurs coûts (notamment les achats qui représente 80% des coûts, frais logistiques inclus, mais aussi la masse salariale), le modèle des grands distributeurs alimentaires s'appuie désormais sur d'autres sources de revenus : loyers de boutiques en centres commerciaux, sans oublier les produits financiers générés grâce à la trésorerie importante issue du décalage entre le paiement des clients au comptant, et le paiement des fournisseurs avec un délai de 30 à 45 jours.

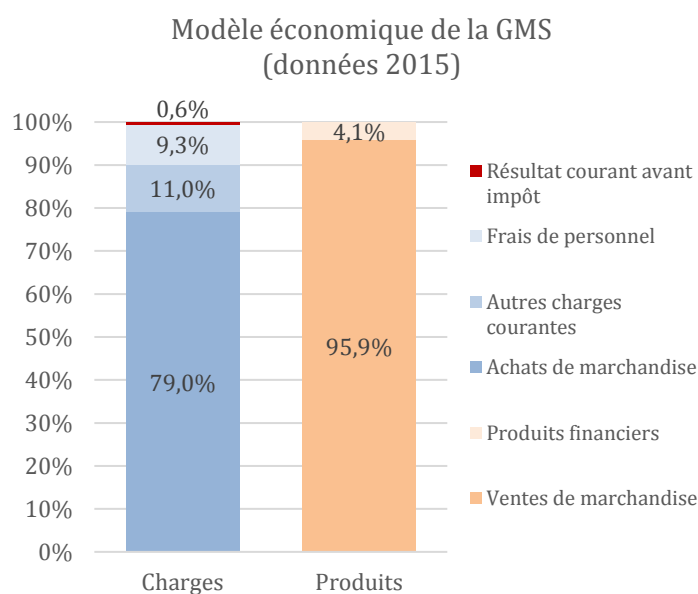


Figure 12 : Modèle économique de la grande et moyenne distribution (BASIC, d'après Xerfi et OFPM, 2017)

Autres évolutions notables :

- la mutualisation des centrales d'achats et les accords de coopération inter enseignes qui leur procurent un plus grand pouvoir de négociation des tarifs fournisseurs³⁸,
- l'augmentation des produits vendus en marques de distributeurs (28% en 2013)³⁹ qui permet de soutenir les volumes de ventes grâce à des prix attractifs tout en mettant sous pression les marques nationales⁴⁰.

Pour s'adapter au mieux à un contexte économique difficile, les grands distributeurs ont développé une stratégie de prix bas qui a mis en danger certains fournisseurs.⁴¹ Il est devenu

³⁸ Autorité de la concurrence, Avis n° 15-A-06 relatif au rapprochement des centrales d'achat et de référencement dans le secteur de la grande distribution, mars 2015

³⁹ <http://www.agro-media.fr/analyse/la-belle-croissance-des-marques-de-distributeur-latout-charme-des-enseignes-de-grande-distribution-18170.html> consulté le 5 février 2018

⁴⁰ Conseil Economique, Social et Environnemental, Les circuits de distribution des produits alimentaires, mars 2016

⁴¹ Panorama des IAA – MAAF 2016 et Avis de l'Autorité de la concurrence du 31 mars 2015

parfois moins coûteux pour le consommateur d'acheter des plats préparés vendus par les enseignes que les produits « bruts » composant ces plats, ce qui laisse peu de place aux acteurs qui ne peuvent pas générer les économies d'échelles suffisantes pour rester compétitifs (producteurs, artisans...).⁴²

Le besoin émergent de circuits de distribution alternatifs

Depuis quelques années, les enseignes de grande distribution génèrent une défiance croissante des consommateurs qui pensent majoritairement que les distributeurs ont une part de responsabilité dans les difficultés économiques et sociales que traverse les filières agroalimentaires, et qui souhaiteraient, pour 50% d'entre eux, changer leur façon de consommer⁴³. En parallèle, l'absence de transparence sur l'origine des produits dans les plats préparés et les pratiques répétées d'offres promotionnelles laissent peser un doute sur la qualité des produits proposés et sur leur « juste prix » (sans pour autant faire évoluer significativement les comportements).

Face à une demande de transparence et de relation plus directe entre le consommateur et le producteur (ou le transformateur), les circuits courts apportent une réponse qui semble séduire de plus en plus de consommateurs.

Ventes directes à la ferme, sur un marché de producteurs, dans le cadre d'une association (AMAP...), ou encore via une plate-forme Internet, ces circuits, qui représentent environ 8% du marché des produits alimentaires⁴⁴, ont des effets positifs sur les liens entre les producteurs, facilitent les synergies entre eux et participent au rapprochement ville / campagne et à l'émergence d'un nouveau rapport à l'environnement et à l'alimentation⁴⁵.

Les circuits courts de proximité semblent également favoriser les produits frais, artisanaux, tout en étant économes en intrants et en emballages. Enfin, ils encouragent la diversification et l'écologisation des pratiques de production⁴⁶. En cela, ils répondent à une grande partie des attentes des consommateurs en termes de durabilité.

À noter également que comparativement aux produits conventionnels, les achats de produits bio s'effectuent davantage dans des magasins spécialisés de plus petites tailles ou en ventes directes. Alors que sur l'ensemble des produits alimentaires consommés à domicile 66% sont achetés en GMS, cette part se limite à 45% pour les produits issus de l'agriculture biologique.

Au total, si près de 80% des achats se font encore dans les enseignes de grande distribution et de *hard discount*, on constate que les consommateurs sont de plus en plus nombreux à fréquenter plusieurs circuits de distribution.

⁴² From uniformity to diversity. A paradigm shift from industrial agriculture to diversified agroecological systems, IPES Food, 2016

⁴³ Avis du CESE, Les circuits de distribution des produits alimentaires, Albert Ritzenthaler, 2016

⁴⁴ Ibid.

⁴⁵ J.G.Messmer, 2013, Les circuits courts multi-acteurs : Emergence d'organisations innovantes dans les filières courtes alimentaires, Rapport INRA-MaR/S, 69p.

⁴⁶ Yuna Chiffolleau, Formes et enjeux des circuits courts de commercialisation en agriculture, 2010

Comment la grande distribution se réapproprie les enjeux de durabilité

L'expression de nouvelles attentes en termes de durabilité et le développement d'une offre correspondante ont également un impact sur les réseaux de distribution des produits alimentaires. Le chiffre d'affaire de la distribution spécialisée bio (Biocoop, Bio c' Bon, la Vie Claire etc.) a ainsi augmenté de 24% entre 2010 et 2016, (il représente 37% du chiffre d'affaire total de la filière bio).

En vis-à-vis, la grande distribution « classique » s'est depuis longtemps positionnée. Elle a intégré dès les années 1990 des produits bio, équitables, responsables, locaux, dans ses linéaires, que ce soit en marques nationales ou en MDD. Certaines enseignes ont développé des espaces dédiés pour ces produits, et plus récemment des magasins entiers (Carrefour Bio et Leclerc Bio), tandis que d'autres se sont rendues propriétaires d'enseignes spécialisées (Monoprix qui détient Naturalia).

En parallèle, les distributeurs communiquent très régulièrement sur les questions de durabilité⁴⁷, bien qu'ils restent dans le même temps opaques sur beaucoup d'aspects de leur gestion et de leurs performances⁴⁸.

Plus récemment, face aux crises agricoles qui touchent particulièrement le secteur de l'élevage, plusieurs enseignes se sont engagées à privilégier les circuits de proximité afin de soutenir les producteurs locaux⁴⁹. Même si la grande majorité des filières d'approvisionnement de la grande distribution reste connectées à des marchés européens voire mondialisés, cette tendance au développement de circuits de proximité s'inscrit dans une stratégie plus large d'hybridation des systèmes alimentaires qui est aussi le reflet de différentes valeurs à l'œuvre au sein du monde agricole.

Au-delà, la question qui reste posée est celle de la volonté et de la capacité des enseignes de grande distribution à porter les alternatives plus durables au-delà de leurs niches actuelles. Notamment s'il s'agit de remettre en question leur logique de pression sur les fournisseurs et de politiques salariales globalement moins-disantes que la moyenne nationale.

La controverse porte donc sur l'interprétation de cette stratégie d'hybridation : réelle transition exigeante sur la qualité des produits ou, au contraire, stratégie essentiellement dictée par le marketing et la volonté d'avoir une meilleure image ?

Le cas peu documenté de la consommation hors domicile

En 2014, la consommation hors domicile représentait 36% des dépenses alimentaires totales des ménages, et un chiffre d'affaires de 87 milliards d'euros qui se répartissaient comme suit :

⁴⁷ Communiquer sur la qualité sanitaire des aliments en France : enjeux et perspectives - MAAF/ Centre d'études et de prospective, 2015

⁴⁸ Allaire, G. Daviron, B. (2017). Transformations agricoles et agroalimentaires – Entre écologie et capitalisme. Quae

⁴⁹ Avis du CESE, Les circuits de distribution des produits alimentaires, Albert Ritzenthaler, 2016

Répartition du chiffre d'affaires de la consommation hors domicile (2014)

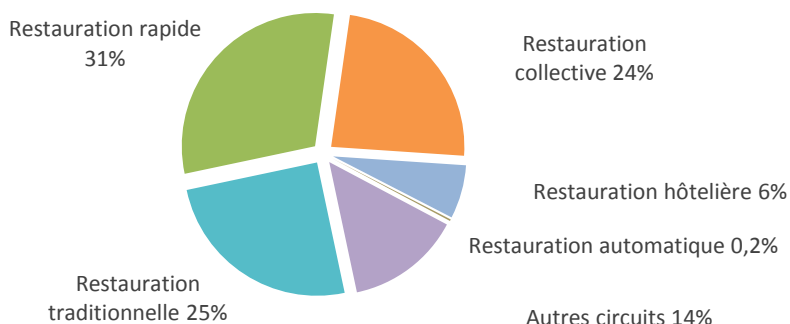


Figure 13 : Répartition du chiffre d'affaires de la consommation hors domicile (BASIC, à partir de Xerfi, 2017)

Concernant la restauration commerciale, on observe un repli du chiffre d'affaires sur les 5 dernières années, pour les restaurants traditionnels comme pour les cafétérias. Au sein de ce segment, la restauration rapide supplante désormais la restauration traditionnelle⁵⁰, et les chaînes tirent leur épingle du jeu au détriment des indépendants.

Dans le même temps, les prix aux consommateurs ont augmenté, potentiellement pour pallier la baisse de fréquentation et répondre à la concurrence accrue des autres circuits, en particulier ceux développés par les enseignes de grande distribution.

Dans le secteur de la restauration collective, on observe une montée en puissance des entreprises privées, les marchés concédés ayant connu un doublement de leur chiffre d'affaire sur les deux dernière décennies (+30% sur la dernière décennie).

Que ce soit en restauration commerciale ou collective, le modèle économique se distingue des autres acteurs de la distribution alimentaire par le poids minoritaire des achats de marchandises (30%) et la part prépondérante des frais de personnels qui dépassent 40%, sachant que les emplois prennent davantage la forme de temps partiels et de CDD que dans la moyenne nationale, *a fortiori* dans la restauration rapide.

Selon le Projet REALISAB⁵¹, qui fournit des données sur la distribution via les réseaux de restauration collective, les producteurs touchent des prix plus élevés en moyenne lorsqu'ils vendent directement aux acteurs de la restauration collective (vs à des opérateurs intermédiaires).

Concernant la question de la durabilité, là encore les données quantitatives sont rares.

En termes de consommation hors domicile, les quelques exemples documentés de modèles plus durables se trouvent dans la restauration collective, notamment avec la montée en puissance des Projets Alimentaires Territoriaux (PAT)⁵² portés par les collectivités locales qui appréhendent l'alimentation de façon systémique afin de répondre aux enjeux environnementaux et sociaux d'un territoire.

Dans les projets correspondants, les surcoûts d'approvisionnement en matières premières de la restauration collective s'élèvent à 50% voire 70% en début de projet (contraintes

⁵⁰ Xerfi, la restauration traditionnelle et les cafeterias, février 2017

⁵¹ Restauration et Approvisionnement Local : Identifiés des Systèmes Adaptés aux Besoins

⁵² Ces projets sont porteurs d'une valeur sociale et politique forte, combinant action publique, satisfaction des attentes individuelles (santé, sens donné à l'alimentation...) et prise en compte des intérêts des autres acteurs du système alimentaire et du territoire.

environnementales des cahiers des charges, absences d'économies d'échelle) mais ceux-ci ne représentent que 8% du coût complet des repas dans le cas des cantines scolaires (essentiellement composés de frais de service et d'encadrement) et peuvent diminuer dans le temps grâce à la lutte contre le gaspillage et à l'optimisation des approvisionnements, jusqu'à représenter moins de 5% du coût complet d'un repas.

En vis-à-vis, ces initiatives permettent aux producteurs de mieux valoriser leur production, de bénéficier de conditions commerciales stables sur le moyen terme, tout en diversifiant et pérennisant les débouchés. Elles semblent également être créatrices d'emplois.

Au-delà, il reste encore beaucoup de marge de progrès et de potentiel en matière de durabilité dans le secteur de la consommation hors domicile : à titre d'exemple, la restauration commerciale et collective ne représente encore que 6% des ventes de produits bio (contre 26% des dépenses alimentaires totales⁵³).

⁵³ Mes courses pour la planète, Les chiffres de la consommation responsable 2017

Fiche 3 : La valeur de l'alimentation au niveau de la transformation agroalimentaire et du négoce

Un secteur clé pour l'économie française...

D'après les statistiques de l'INSEE, le chiffre d'affaires global de l'industrie agroalimentaire (IAA) française s'élevait à 171 milliards d'euros en 2014, ce qui en faisait l'une des principales composantes de l'industrie manufacturière française (15% du total) et la deuxième en Europe derrière celle de l'Allemagne.

Évaluée à 34 milliards d'euros en 2014, la valeur ajoutée brute de la branche agroalimentaire (hors artisanat) a augmenté d'environ 10% depuis l'an 2000 en monnaie constante.

En revanche, ramenée en part du PIB, elle a diminué du fait de la croissance plus rapide d'autres secteurs de l'économie française, et elle représentait environ 3,5% du PIB français en 2014, soit un peu plus du double de l'agriculture.

Au sein du secteur, les industries des viandes et des produits laitiers génèrent les deux principales composantes du chiffre d'affaires global, avec pour chacune environ 20% du total. Elles sont suivies par l'industrie des boissons (16%), des aliments pour animaux (8%) et la boulangerie pâtisserie (7%). Ces 5 industries représentent 70% du chiffre d'affaires total de la transformation agroalimentaire en France.

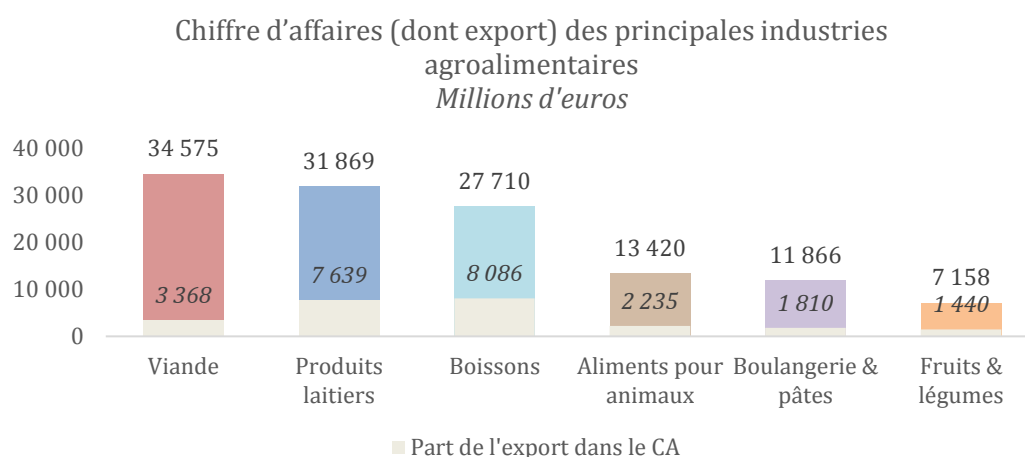


Figure 14 : Chiffre d'affaires des entreprises de l'IAA en fonction du sous-secteur (INSEE – ESAN, 2016)

La transformation agroalimentaire (hors artisanat) comptait environ 382 000 emplois (ETP) en 2014 soit presque autant que la distribution alimentaire (par comparaison, le secteur de l'artisanat commercial représentait plus de 142 500 ETP la même année selon l'INSEE).⁵⁴

Quant au commerce de gros de produits alimentaires, il représentait un chiffre d'affaires de 175 milliards d'euros en 2014, pour une valeur ajoutée de 31,5 milliards d'euros, et impliquait 168 500 emplois (ETP)⁵⁵.

En termes d'emploi, les industries agroalimentaires ont globalement mieux résisté que le reste de l'industrie manufacturière à la baisse tendancielle constatée depuis 15 ans, avec un effectif qui a baissé de moins de 10% depuis l'an 2000 (contre plus de 20% dans l'ensemble de l'industrie).

⁵⁴ Agreste, Entreprises agroalimentaires, 2016

⁵⁵ Ibid.

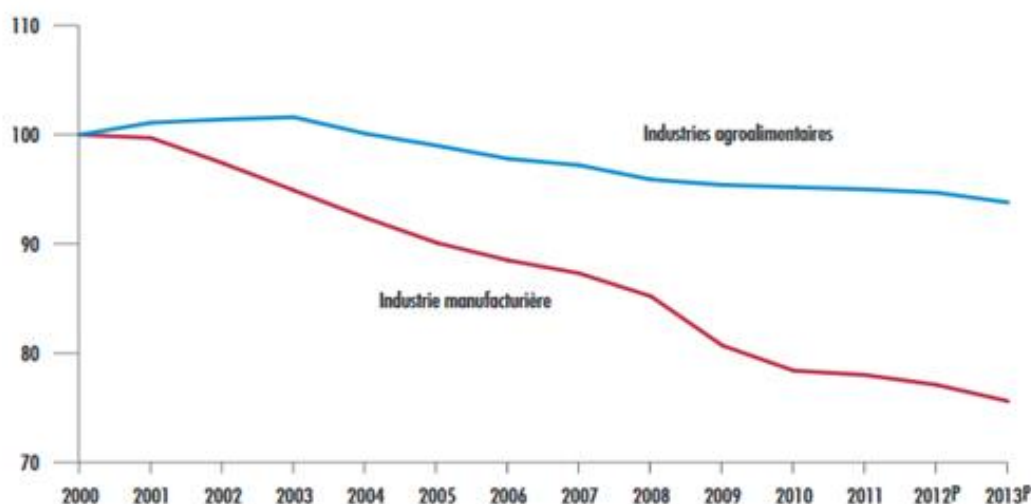


Figure 15 : Evolution de l'emploi dans les industries agroalimentaires hors intérim (INSEE, 2013)

À noter cependant que le secteur de l'industrie agroalimentaire (hors artisanat) se caractérise par un taux légèrement plus faible de CDI que la moyenne, et par un taux de recours à l'intérim deux fois plus élevé, sachant que les frais de personnels représentent généralement 5 à 15% des charges (hormis pour les boulangeries indépendantes où ce taux peut monter jusqu'à 35%).

... et pour le commerce extérieur

17% du chiffre d'affaires des industries agroalimentaires et du commerce de gros proviennent de ventes à l'étranger. Les produits agroalimentaires (bruts et transformés) constituent ainsi le troisième excédent commercial de la France avec 9,3 milliards d'euros en 2015 (60,1 milliards d'euros d'exportations pour 50,8 milliards d'euros d'imports). Les boissons, vins et alcools sont les produits les plus exportés, suivis par les fromages, en nette augmentation en 2015. Ces produits tirent la croissance des exportations agricoles et alimentaires, en particulier vers les pays hors Union Européenne (Chine, États-Unis).

Pour les chiffres d'affaires à l'export de certains produits à haute valeur ajoutée, comme le vin et les alcools, le facteur prix est prépondérant dans la création de la valeur, alors que pour ceux d'autres produits comme les céréales, c'est le volume commercialisé qui est déterminant. Ces deux catégories illustrent les deux grands types d'univers concurrentiels sur lesquels se positionnent les produits français à l'export : d'un côté les marchés de qualité dont le succès international se nourrit de l'image positive de la France en termes d'alimentation, et de l'autre ceux de produits « commodifiés »⁵⁶ sur des marchés très concurrentiels. Ce positionnement à l'export fait incontestablement partie de la culture économique du secteur et a un poids politique déterminant.

⁵⁶ C'est à dire des produits indifférenciés dont on recherchera essentiellement une qualité industrielle standardisée, au plus bas coût d'approvisionnement.

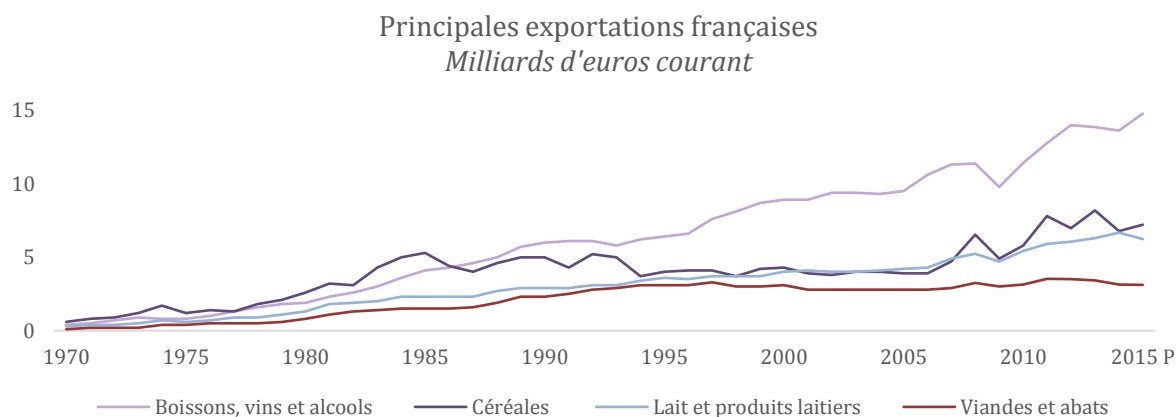


Figure 16 : Principales exportations françaises (Source : BASIC d'après Agreste 2016, Douanes)

En vis-à-vis, les importations peuvent venir concurrencer les productions françaises souvent du fait de leur plus grande compétitivité prix (cas du négoce de fruits en provenance du Sud de l'Europe).

Un secteur ambivalent

La dualité des exports illustre une ambivalence qui caractérise plus largement l'industrie agroalimentaire française.

En termes de tissu économique tout d'abord : au-delà du grand nombre d'entreprises impliquées, les statistiques montrent la prépondérance d'acteurs de petite taille (TPE et PME) dans le nombre total d'entreprises de l'agroalimentaire (hors artisanat), qui contraste avec la prépondérance des grands groupes dans le chiffre d'affaires et la valeur ajoutée du secteur.

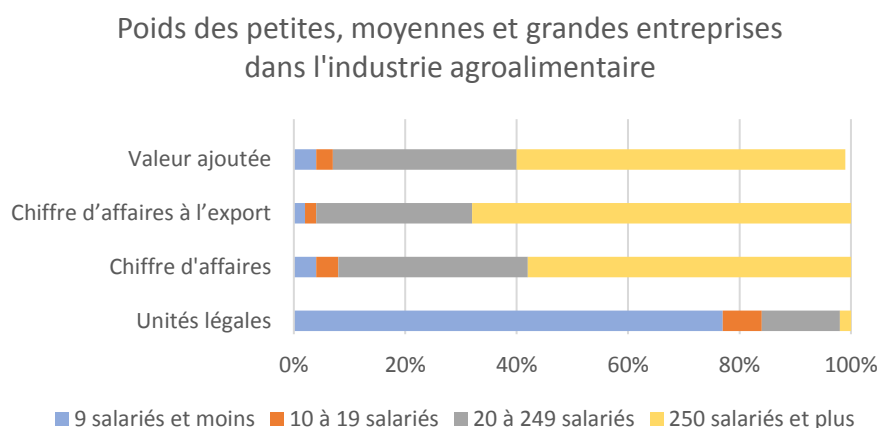


Figure 17: Poids des entreprises du secteur de l'IAA en fonction de la taille (INSEE – ESAN, 2016)
(Note : les unités légales désignent le nombre d'entreprises)

Ce poids majoritaire des grandes entreprises se retrouve dans les exportations et reflète la tendance actuelle à la concentration du secteur.

Depuis quelques décennies, les industries agroalimentaires se sont tournées vers « une logique d'assemblage reposant sur le couple déconstruction/reformulation » au sein de laquelle la construction du produit et sa différenciation se font au niveau industriel, et où la matière première agricole, qui représente 60% à 70% des coûts, a été standardisée afin de réduire les risques pesant

sur la qualité et les quantités⁵⁷. Cette complexification des circuits et des opérateurs rend très difficile la description et l'analyse des flux de matière, d'information et de valeur monétaire.

L'intégration de la production agroalimentaire française dans des marchés mondialisés a créé une corrélation entre les prix intérieurs et les prix de cotation sur le marché international. À titre d'exemple, l'évolution des prix du lait, du beurre et de la crème en France sont désormais étroitement liés à celle de la poudre de lait au niveau international, même si les volumes qui y sont échangés sont minoritaires. Ces rapports commerciaux se répercutent sur l'ensemble de la chaîne « [...] dans un système aussi standardisé, certifié, accrédité, tout est en quelque sorte binaire : soit on achète, soit on n'achète pas. Soit on reste, soit on part »⁵⁸ Avec à la clé une pression à la baisse sur les prix qui fragilise l'amont des filières alimentaires.

Dans le même temps, le marché intérieur français se distingue des autres pays européens par l'importance des signes officiels de qualité et de la dimension de terroir. La France est ainsi le pays où les produits sous indications géographiques génèrent le chiffre d'affaires le plus important en Europe. Plus globalement, les statistiques de vente par les industriels et négociants sous Label Rouge, AOC et IGP montrent une tendance à la progression, que ce soit pour les fromages, les volailles, les œufs...

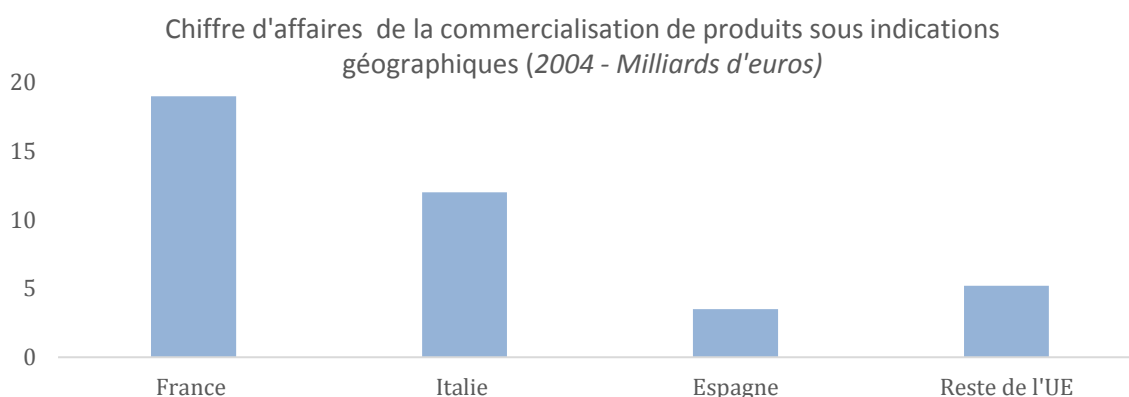


Figure 18: Chiffre d'affaires de la commercialisation de produits sous indications géographiques (Source : BASIC d'après International Trade Center, pour la France, données INAO de Sylvander et Allaire 2007, pour l'Italie et l'Espagne, estimations de O'Connor and Company)

Les enjeux en termes de durabilité

Crise de la vache folle, lasagnes à la viande de cheval, et plus récemment lait en poudre contaminé... Face aux scandales réguliers d'un secteur agroalimentaire particulièrement opaque⁵⁹ et à la défiance croissante des consommateurs, les industriels ont réagi. De la même façon que les distributeurs, ils valorisent de plus en plus les moyens mis en œuvre pour garantir la qualité des produits : traçabilité, respect des règles d'hygiène, etc. On voit également de nombreux

⁵⁷ DuALIne : durabilité de l'alimentation face à de nouveaux enjeux. INRA CIRAD, 2011

⁵⁸ Allaire et Daviron, Transformations agricoles et agroalimentaires – Entre écologie et capitalisme, Quae, 2017

⁵⁹ Cf. l'étude d'UFC Que choisir qui indique que 3 ans après le scandale des lasagnes à la viande de cheval, à l'hiver 2016, la majorité des IAA de la viande continuaient d'être opaques sur leur approvisionnement <https://www.quechoisir.org/action-ufc-que-choisir-viandes-dans-les-produits-transformes-origine-masquee-pour-54-des-produits-n13727/>

messages en faveur d'aliments plus « naturels », comme par exemple les viandes portant la mention « sans antibiotique ». Un certain nombre de leurs actions ont ainsi été recensées dans un livre vert publié par l'Association Nationale des Industries Alimentaires (ANIA) à l'occasion de la COP 21⁶⁰, autour de cinq axes stratégiques : *Agir sur les approvisionnements, Utiliser efficacement l'énergie, Gérer les emballages et leur fin de vie, Optimiser la logistique et le transport, Lutter contre les pertes et le gaspillage alimentaire.*

Plus largement, depuis plusieurs années les industriels de l'alimentaire mettent en avant les valeurs recherchées par les consommateurs dans une démarche de segmentation et d'hybridation de leur offre : produits de terroir, d'origine contrôlée, issus du commerce équitable avec les petits producteurs, biologique...

Les acteurs dominants du secteur ont repris les innovations lancées par des « pionniers » de tailles généralement plus modestes et souvent en opposition à une logique « agroindustrielle ». De ce fait, on voit fleurir des marques régionales, pas toujours garantes de qualité, qui peuvent créer de la confusion une fois positionnées dans les linéaires en vis-à-vis des produits Label Rouge, par exemple⁶¹. Leurs caractéristiques objectives ne sont pas toujours transparentes, et leurs porteurs (marques, distributeurs) peuvent jouer sur des ambivalences d'image (par exemple : mise en avant de vaches au pâturage pour un lait produit en stabulation).

Face à cette évolution marquée de l'offre de produits plus durables, et comme pour la distribution, la question de l'équilibre entre marketing – nerf de la guerre des entreprises de l'agroalimentaire au vu des budgets qui y sont consacrés⁶² – et impacts positifs réels peut se poser, les différents indicateurs globaux d'impacts sociaux et environnementaux (émissions de gaz à effet de serre, biodiversité, pollutions de l'air ou des littoraux, précarité des producteurs...) étant pour la plupart toujours aussi négatifs.

En vis-à-vis, un autre équilibre à trouver semble résider entre le respect des différentes normes sociales et environnementales – issues du compromis entre exigences techniques et négociations économiques et sociales –, et la compétitivité d'entreprises qui interviennent dans un secteur ultra-concurrentiel.

Finalement, la question qui reste posée est celle de la dynamique des offres de produits plus durables dès lors qu'elles se massifient : dans le cadre de leur diffusion par des acteurs de plus en plus importants, parviennent-elles à garder les mêmes exigences sur le plan social et environnemental, voire à les renforcer, ou bien y a-t-il un risque que les cahiers des charges soient revus à la baisse afin de préserver une compétitivité de l'offre dans un contexte mondialisé ?

⁶⁰ Le livre vert des industries agroalimentaires de France : 100 actions concrètes pour lutter contre le changement climatique.

⁶¹ Communiquer sur la qualité sanitaire des aliments en France : enjeux et perspectives - MAAF/ Centre d'études et de prospective, 2015

⁶² La publicité des industries agroalimentaires. Les grandes entreprises s'affichent, AGRESTE Primeur, 2004

Fiche 4 : La valeur de l'alimentation au niveau de la production agricole

L'érosion de la « valeur agricole »

D'après les statistiques macroéconomiques de l'INSEE, le chiffre d'affaires de la production agricole française était de 70,4 milliards d'euros en 2016, généré à hauteur de 58% par des productions végétales, à 35% par des productions animales et à 7% par des services.

D'après l'INSEE toujours, on observe une diminution progressive de la part de la valeur ajoutée de l'agriculture dans le PIB français qui est passée d'environ 3,6% du PIB en 1980 à 1,6% en 2015 (même si sa valeur totale a par ailleurs augmenté).

Selon les analyses du ministère de l'agriculture, cette diminution est non seulement corrélée à la croissance plus importante de la valeur ajoutée des autres secteurs de l'économie française, mais aussi à la division par 2 des prix agricoles en termes réels sur cette même période.

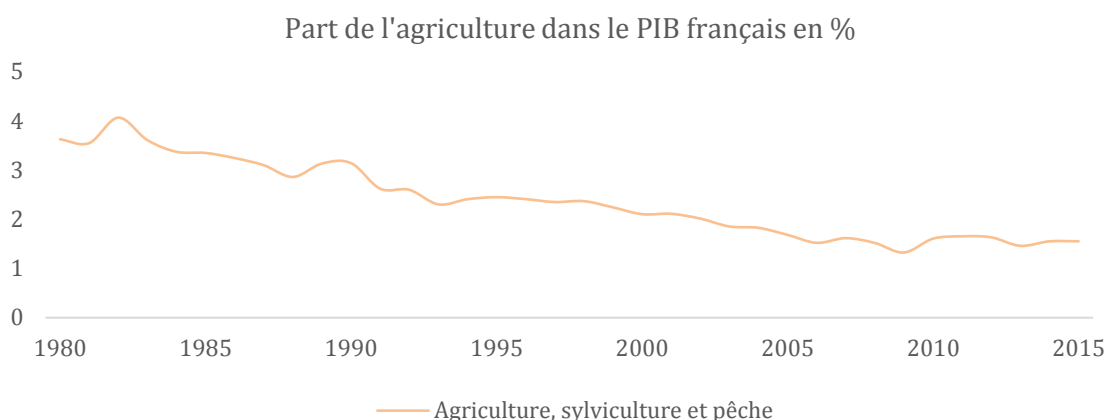


Figure 19 : Part de l'agriculture dans le PIB de la France (BASIC d'après Insee - Comptes de la Nation 2016)

Sur les 50 dernières années, cette baisse des prix agricoles exprimés en monnaie constante (c'est-à-dire corrigés de l'inflation) a entraîné une baisse de la valeur globale de la production agricole et ce malgré une augmentation des volumes. Ainsi, si la production agricole a doublé en volume depuis 1960, la valeur de la production totale hors subventions a diminué de 16% en termes réels sur la même période⁶³.

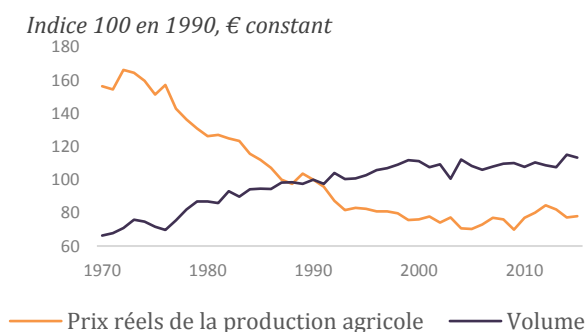


Figure 20 : Comparaison des prix agricoles et des volumes (BASIC, d'après INSEE, Comptes de l'agriculture 2016)

⁶³ Maurice Desriers, Ministère de l'Agriculture, L'agriculture française depuis 50 ans : des petites exploitations familiales aux droits à paiement unique, janvier 2007

La baisse des prix a également impacté le résultat net de la branche agricole qui est passé de 34 milliards d'euros en 1970 à 14,7 milliards 2015 en monnaie constante. En revanche, ce résultat a augmenté sur la même période si on le calcule par actif non salarié et non en valeur totale, en raison de la baisse importante des emplois agricoles (voir section suivante).

Enfin, si depuis 15 ans environ la chute des prix ralentit, elle fait place à une volatilité croissante en lien avec celle des cours mondiaux⁶⁴ qui affecte les résultats des exploitations agricoles et donc les revenus des agriculteurs ⁶⁵.

In fine, en 2016 le revenu moyen tiré de l'activité agricole était de 13 000 à 15 000 euros par ménage agricole et par an, et 30% des exploitants auraient touché un revenu agricole inférieur à 350 € par mois selon la Mutualité Sociale Agricole, avec une grande hétérogénéité selon les régions et les productions.

Les subventions quant à elles représentaient en 2015 12% du chiffre d'affaires et 80% en moyenne du revenu courant avant impôts des exploitations.

Des emplois qui disparaissent, des exploitations qui se transforment

Les statistiques de l'INSEE montrent une forte réduction de la population active agricole qui est passée de 6,2 millions de personnes en 1955 à 1,3 million en 2015, et une diminution conjointe de la part de l'emploi agricole dans l'emploi total (de 9% en 1980 à un peu plus de 3% en 2015).

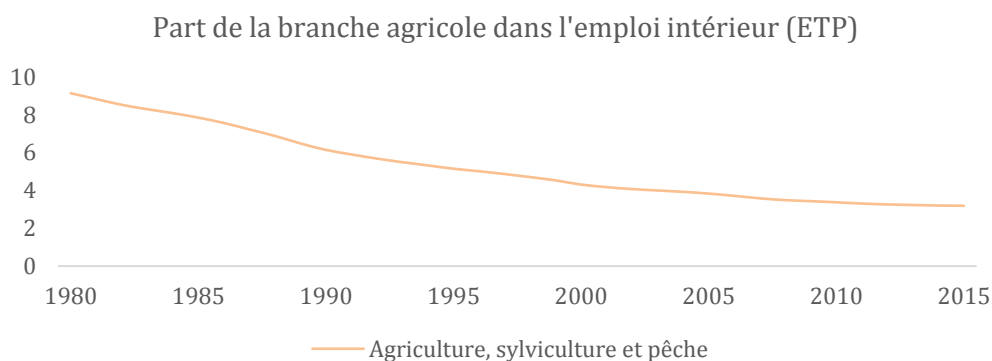


Figure 21 : Part des branches agriculture dans l'emploi intérieur (INSEE, comptes de l'agriculture et de la nation 2016)

Ainsi, si 30% de la population active était nécessaire pour nourrir la France en 1950, ce ratio n'est plus que de 3% en 2015. Les gains de productivité réalisés dans l'agriculture depuis la seconde guerre mondiale ont ainsi permis une réallocation des facteurs de production en faveur de l'industrie et des services.

L'agriculture est la branche qui a enregistré les plus forts gains de productivité du travail sur le long terme, notamment grâce aux moyens de production issus de l'industrie (machines, engrais, aliments bétail etc.), et à la sélection des variétés et races à haut rendement ⁶⁶.

L'arrivée de ces nouveaux facteurs de production alimentent une réallocation du capital humain vers du capital matériel. En 1988, on comptait 5,2 Unités de Travail Annuel (UTA) pour 100 ha de

⁶⁴ F. Courleux, P.E. Lecocq, Centre d'études et de Prospective, Financiarisation et volatilité des marchés agricoles, septembre 2011

⁶⁵ F. Courleux, P.E. Lecocq, Centre d'études et de Prospective, Financiarisation et volatilité des marchés agricoles, septembre 2011

⁶⁶ V. Guihard et C. Lesdos, INSEE, L'agriculture sur trente ans : une analyse comparative avec l'industrie et les services, janvier 2007

Surface Agricole Utile (SAU) alors qu'on n'en compte plus que 2,9 en 2010. À noter que l'intensité en main d'œuvre varie de manière importante en fonction des orientations technico-économiques des exploitations (OTEX).

L'accroissement de la productivité du travail a eu pour corollaire la spécialisation et l'agrandissement des exploitations. De ce fait, les exploitations sont de plus en plus étendues et intensives en capital, ce qui limite leur transmission en raison d'un endettement important sur le long terme. Selon les études du RICA (périmètre des moyennes et grandes exploitations), l'endettement moyen des exploitations s'élevait à moins de 100 000 € en 1990 contre 190 000 € en 2014.

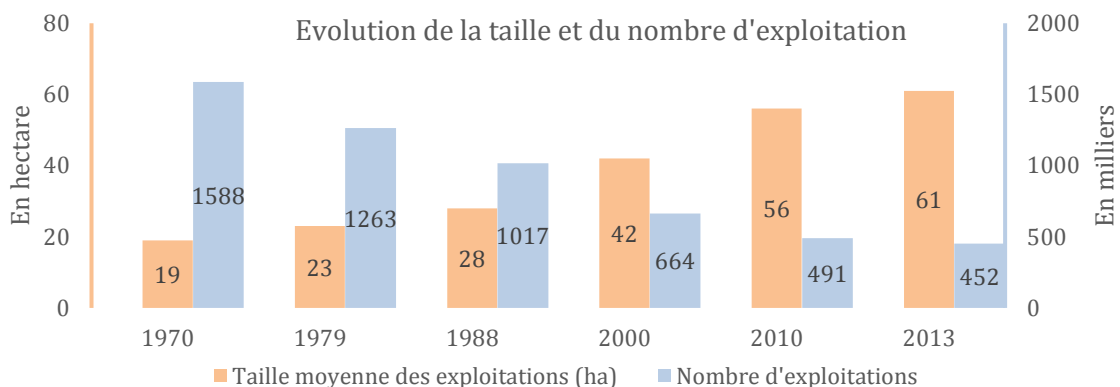


Figure 22 : Evolution de la taille et du nombre d'exploitation (BASIC, d'après APCA, Indicateurs clés Agriculture, 2015)

Cette capitalisation accrue s'explique par différents facteurs : outre l'agrandissement des exploitations déjà évoqué, l'accroissement des équipements reste une tendance lourde qui peut être motivé par l'amélioration des conditions de travail, la gestion fiscale (dans certains cas), la stratégie patrimoniale ou une certaine culture professionnelle de l'acquisition d'outils de plus en plus performants⁶⁷.

Des impacts majeurs sur l'environnement

Même s'ils sont indissociables de l'évolution de l'organisation de l'ensemble du système alimentaire (cf. partie suivante), une grande partie des impacts actuels des systèmes alimentaires est générée par la production agricole et liée aux dynamiques d'intensification des pratiques et de concentration des exploitations.

Ainsi, en termes de gaz à effet de serre, les sols agricoles et les productions animales sont responsables de 85% des émissions françaises de protoxyde d'azote et 2/3 des émissions de méthane du pays⁶⁸. En termes de pollution de l'air, l'agriculture française représenterait 97 % des émissions nationales d'ammoniac, gaz précurseur de particules secondaires⁶⁹.

En termes d'intrants, la France est également le deuxième pays le plus consommateur de pesticides en Europe après l'Espagne, et le pays d'Europe qui consomme le plus d'engrais

⁶⁷ Au cœur du modèle industriel agricole, Antoine Bernard de Raymond et Frédéric Goulet (Coordination éditoriale) Quae, 2014

⁶⁸ Institut Technique de l'Agriculture Biologique, Quantifier et chiffrer économiquement les externalités de l'agriculture biologique ?, 2016

⁶⁹ Ademe, Les émissions agricoles de particules dans l'air : Etat des lieux et leviers d'action, 2012

minéraux azotés⁷⁰. Ces consommations ont des retombées importantes sur la pollution de l'eau : les suivis des Agences de l'Eau montrent un accroissement des pollutions agricoles dans la plupart des régions, alors que les pollutions industrielles, domestiques et urbaines sont en nette régression⁷¹. La destruction des habitats est aussi à l'origine du déclin majeur de la population d'insectes en Europe depuis 30 ans⁷².

L'émergence de contre-modèles

Face à ces impacts environnementaux et sociaux de plus en plus étayés, un certain nombre d'exploitations ont réorienté leurs systèmes de production afin de les rendre plus durables, qu'il s'agisse de protéger l'environnement, d'améliorer les rémunérations ou de changer les relations avec les autres acteurs des chaînes alimentaires, à commencer par les consommateurs. Dans le cadre de cette étude, cinq initiatives impliquant la production agricole ont été plus particulièrement étudiées.

- L'agriculture biologique

Le principal système de production alternatif actuel est l'agriculture biologique : apparue en France dès les années 1950, elle se caractérise avant tout par des pratiques culturelles spécifiques : interdictions des produits chimiques de synthèse et des OGM, utilisation d'engrais verts, lutte naturelle contre les parasites... qui sont désormais encadrées par un cahier des charges européen. Elle a des impacts positifs avérés sur la biodiversité, la qualité de l'eau, la consommation en eau d'irrigation, et sur la préservation de la qualité des sols.

Elle a également un impact positif sur la santé des producteurs et des consommateurs (selon le Conseil National de l'Alimentation (CNA), 95% des produits bio contrôlés ne contiennent pas de résidus de pesticides).

En termes de performances économiques, l'Insee estime que pour certaines productions (le maraîchage, la viticulture et le lait bovin), la valeur ajoutée ainsi que l'excédent brut d'exploitation sont plus élevés pour les systèmes en agriculture biologique, lorsqu'ils sont ramenés aux facteurs physiques de production (hectare ou tête de bétail).

Au niveau des emplois, le CNA estime qu'à structure d'exploitation identique, les fermes bio génèrent en moyenne 30% d'emplois en plus que les fermes conventionnelles, avec des différences selon les secteurs et les produits. Une étude du Réseau d'Agriculture Durable⁷³ conclut sur le fait que dans les exploitations en agriculture biologique une plus grande partie de la valeur ajoutée et des aides est consacrée à la rémunération du travail. En vis-à-vis, le fait que moins de capital soit destiné à l'outil de production limite l'agrandissement des exploitations et favorise leur transmission.

⁷⁰ Institut Technique de l'Agriculture Biologique, Quantifier et chiffrer économiquement les externalités de l'agriculture biologique ?, 2016

⁷¹ Institut Technique de l'Agriculture Biologique, Quantifier et chiffrer économiquement les externalités de l'agriculture biologique ?, 2016

⁷² Hallmann et al. More than 75% decline over 27 years in total flying insect biomass in protected areas, octobre 2017

⁷³ Résultats de l'observatoire technico-économique bovin lait du réseau agriculture durable_RAD_2015 (exercice comptable 2014)

Avec 7,1 milliards d'euros en 2016, l'agriculture biologique a le vent en poupe : la multiplication des ventes (x 3,5 en 10 ans) et des magasins ou rayons dédiés dans les grandes surfaces traditionnelles expliquent l'augmentation des surfaces agricoles bio (+ 17 % en 2016).

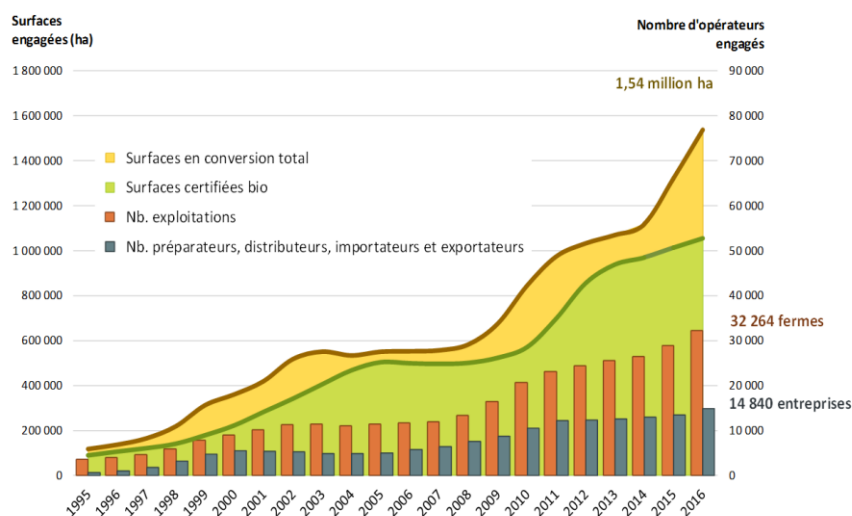


Figure 23 : Evolution des opérateurs et des surfaces certifiées bio de 1995 à 2016 (Agence Bio, 2017)

Cependant, la production nationale est estimée à seulement 6% de la SAU et peine à satisfaire l'augmentation de la demande, ce qui oblige à importer des produits biologiques et met en concurrence la production française avec d'autres productions qui bénéficient de conditions potentiellement plus avantageuses (coûts de main d'œuvre moins élevés notamment).

Plus généralement, la forte croissance de la demande alimente le développement de nouvelles filières en agriculture biologique, notamment via des productions intensives et énergivores, parfois très éloignées des lieux de consommations. Avec à la clé, le risque d'une agriculture biologique à plusieurs vitesses.

- Les Appellations d'Origine Protégées (AOP)

Parmi les autres alternatives à la production agricole conventionnelle, les AOP sont celles qui sont installées depuis le plus longtemps dans le paysage français. Leurs impacts en termes de durabilité concernent moins l'environnement – les critères environnementaux ne sont pas systématiques dans les cahiers des charges – que la dimension socio-économique. Au niveau des producteurs, les études disponibles sur les AOP fromagères documentent de meilleures performances économiques par rapport aux autres secteurs agricoles : Excédent Brut d'Exploitation (EBE) légèrement plus élevé, ratio EBE/Chiffre d'Affaires amélioré de 50%, meilleure visibilité et stabilité économique.

En termes d'emplois, ces mêmes études indiquent que les filières d'AOP ont une intensité supérieure en emploi et génèrent souvent une dynamique de développement territorial car elles sont basées sur des ressources locales, une main d'œuvre dans les territoires, une taille inférieure des acteurs...

À l'image de l'agriculture biologique, mais dans une moindre mesure, les AOP connaissent une dynamique positive : à titre d'exemple, les AOP fromagères (catégorie la plus importante après les vins) ont atteint en 2016 un chiffre d'affaires estimé à 2,6 milliards d'euros et une croissance de 2% à 3% par an.

Néanmoins, elles sont souvent dépendantes d'un contexte local qui les empêche de s'imposer comme moteur de développement de l'ensemble du territoire. Elles peuvent aussi laisser certains acteurs de côté du fait des barrières à l'entrée qu'elles génèrent via leur caractère exclusif et peuvent aussi avoir des effets négatifs sur l'environnement en induisant des stratégies de spécialisation, voire d'intensification.

Plus largement, leurs impacts positifs dépendent de la capacité des acteurs à développer et co-gérer collectivement leurs cahiers des charges.

- Le commerce équitable Origine France, les circuits courts de proximité, les Projets Alimentaires Territoriaux

Le commerce équitable Origine France, les circuits courts de proximité ou les Projets Alimentaires Territoriaux ont en commun des impacts plus ou moins directs sur la production agricole en termes de durabilité.

Marché de niche en forte croissance (+150% en 2016), le commerce équitable « Origine France » se base ainsi sur des critères tels que la transparence, la traçabilité, la pérennité des relations commerciales ou encore un prix juste au producteur qui sont définis dans le cadre de la durabilité de la FAO. Il assure une part de valeur plus élevée aux producteurs (par exemple 39% à 49% contre 31% dans le conventionnel, pour des produits comme le lait selon l'OFPM), tout en les prémunissant des fluctuations des marchés mondiaux dès lors qu'il existe un niveau suffisant d'organisation collective des producteurs⁷⁴.

Enfin, la quasi-totalité des produits labellisés commerce équitable sont également issus de l'agriculture biologique.⁷⁵

Les circuits courts de proximité génèrent des impacts sur la durabilité qui sont étroitement liés à la création d'un lien social fort entre producteurs et consommateurs. Ils proposent majoritairement des produits frais et artisanaux et valorisent les notions de terroir. Ils sont également favorables à la diversification et l'écologisation des pratiques de production, bien que ces aspects restent peu documentés.⁷⁶

Au niveau économique, ils permettent, comme le commerce équitable, de stabiliser les prix en les décorrélant des prix agricoles mondiaux, grâce à une sécurisation des débouchés qui se traduit parfois par une contractualisation (AMAP). Ils offrent également les conditions d'une meilleure transparence sur les prix et une possibilité de diversification des revenus pour les producteurs.

Enfin, les exploitations impliquées dans les circuits courts génèrent en moyenne plus d'emplois que celles engagées dans les autres circuits de commercialisation.

Les Projets Alimentaires Territoriaux (PAT) sont des systèmes de gouvernance partagée (élus, consommateurs, acteurs de filières) ayant pour objectif d'appréhender l'alimentation de manière globale et systémique, et de relever les défis environnementaux, sociaux, économiques à l'échelle du territoire. Depuis 2 ans, ils sont en fort développement dans l'ensemble des régions françaises : le ministère de l'agriculture en dénombre déjà une centaine à fin 2017.

Au niveau des producteurs, les impacts les plus souvent documentés concernent la meilleure valorisation des produits, la diversification des débouchés et leur pérennisation (restauration

⁷⁴ Commerce Equitable « Made In France » : Guide pratique pour construire des filières agricoles et alimentaires en France, PFCE, édition 2017

⁷⁶ Formes et enjeux des circuits courts de commercialisation en agriculture_Yuna Chiffolleau_2010

collective, marques de territoires...), et les incitations économiques pour des pratiques mieux-disantes sur le plan environnemental. Si des présomptions favorables existent en matière d'impact sur l'environnement, ces dernières restent néanmoins peu étudiées, notamment du fait de leur caractère très récent.

Au-delà du potentiel, un besoin d'objectivation des impacts

Un constat commun à propos de ces systèmes qui s'appuient tous sur une production agricole plus durable est le manque d'informations permettant d'objectiver leurs impacts sur les différentes dimensions de durabilité, notamment en termes d'environnement.

En vis-à-vis, au-delà de l'étude de l'ITAB et de l'INRA sur les externalités de l'agriculture biologique⁷⁷ qui restait très qualitative, il manque des travaux chiffrant les différences de coûts cachés entre production agricole conventionnelle et productions agricoles plus durables.

Malgré leurs limites et les questionnements qu'elles suscitent, les démarches d'évaluation des externalités ont en effet le mérite d'investiguer une partie importante de la valeur de l'alimentation qui est absente des études et statistiques économiques et financières classiques.

A minima, la quantification des pertes et dépenses réelles liées à la lutte contre les impacts négatifs ou l'atténuation de leurs principaux effets aurait le mérite de fournir des ordres de grandeur des coûts reportés sur la société, et leur prise en compte pourrait modifier de manière importante les choix économiques et politiques.

En complément d'une communication sur la durabilité désormais bien présente sur l'ensemble des systèmes alimentaires – chacun à sa manière, du plus gros au plus petit y participe -, il convient de développer celle de l'objectivation des impacts sur tous les registres du développement durable.

On retrouve ici l'exigence « d'accountability » associée à la gouvernance des systèmes alimentaires durables⁷⁸ et qui renvoie en français à une double idée : celle de disposer d'un système comptable rigoureux et pertinent, et celle de communiquer sur les retombées pour mieux orienter le système.

⁷⁷ ITAB, Quantifier et chiffrer économiquement les externalités de l'agriculture biologique, novembre 2016

⁷⁸ Cf. la démarche SAFA de la FAO évoquée dans l'introduction de ce document.

Sigles et acronymes

- AMAP : Association pour le Maintien d'une Agriculture Paysanne (<http://reseau-amap.org/>)
- AOP : Appellation d'Origine Protégée (<https://www.inao.gouv.fr/>)
- ANR : Agence Nationale de la Recherche (<http://www.agence-nationale-recherche.fr/>)
- CEF : Commerce Equitable France (<https://www.commerceequitable.org/>)
- CESE : Conseil Économique, Social et Environnemental : <http://www.lecese.fr/>
- CGDD : Commissariat Général au Développement Durable
(<https://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/commissariat-general-au-developpement-durable-cgdd>)
- CIRAD : Centre de coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement (<https://www.cirad.fr/>)
- CNA : Conseil National de l'Alimentation (<https://www.cna-alimentation.fr/>)
- CNAOL : Conseil National des Appellations d'Origine Laitières
- CREDOC : Centre de Recherche pour l'Étude et l'Observation des Conditions de vie
(<http://www.credoc.fr/>)
- CSP : Catégorie Socio-Professionnelle
- EGA : États généraux de l'alimentation (<https://www.egalimentation.gouv.fr/>)
- ETP : Equivalent Temps Plein
- FAO : Food and Agriculture Organisation – Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (<http://www.fao.org/home/fr/>)
- FNAB : Fédération Nationale d'Agriculture Biologique (<http://www.fnab.org/>)
- GMS : Grandes et Moyennes Surfaces
- IAA : Industries Agroalimentaires
- IDELE : Institut de l'élevage (<http://idele.fr/>)
- IG : Indication Géographique (<https://www.inao.gouv.fr/>)
- INAO : Institut National de l'Origine et de la qualité (<https://www.inao.gouv.fr/>)
- INRA : Institut National de la Recherche Agrocomique (<http://www.inra.fr/>)
- INSEE : Institut National de la Statistique et des Études Économiques (<https://insee.fr/fr/accueil>)
- ITAB : Institut Technique de l'Agriculture Biologique (<http://www.itab.asso.fr/>)
- MDD : Marque de distributeur
- OFPM : Observatoire de la Formation des Prix et des Marges des produits alimentaires
(<https://observatoire-prixmarges.franceagrimer.fr/Pages/default.aspx>)
- PAT : Projets Alimentaires Territoriaux (<http://rmpat.fr/les-projets-alimentaires-territoriaux-pat/>)
- SAFA : Sustainable Assessment of Food and Agriculture Systems
(<http://www.fao.org/nr/sustainability/sustainability-assessments-safa/fr>)
- SAT : Systèmes Alimentaires Territorialisés
- SSP : Service de la Statistique et de la Prospective rattaché au Secrétariat Général du Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt
- UTA : Unité de Travail Annuel

L'ADEME EN BREF

L'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie (ADEME) participe à la mise en œuvre des politiques publiques dans les domaines de l'environnement, de l'énergie et du développement durable. Elle met ses capacités d'expertise et de conseil à disposition des entreprises, des collectivités locales, des pouvoirs publics et du grand public, afin de leur permettre de progresser dans leur démarche environnementale. L'Agence aide en outre au financement de projets, de la recherche à la mise en œuvre et ce, dans les domaines suivants : la gestion des déchets, la préservation des sols, l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables, les économies de matières premières, la qualité de l'air, la lutte contre le bruit, la transition vers l'économie circulaire et la lutte contre le gaspillage alimentaire.

L'ADEME est un établissement public sous la tutelle conjointe du ministère de la Transition Écologique et Solidaire et du ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation.

LES COLLECTIONS DE L'ADEME



ILS L'ONT FAIT

L'ADEME catalyseur : Les acteurs témoignent de leurs expériences et partagent leur savoir-faire.



EXPERTISES

L'ADEME expert : Elle rend compte des résultats de recherches, études et réalisations collectives menées sous son regard.



FAITS ET CHIFFRES

L'ADEME référent : Elle fournit des analyses objectives à partir d'indicateurs chiffrés régulièrement mis à jour.



CLÉS POUR AGIR

L'ADEME facilitateur : Elle élabore des guides pratiques pour aider les acteurs à mettre en œuvre leurs projets de façon méthodique et/ou en conformité avec la réglementation.



HORIZONS

L'ADEME tournée vers l'avenir : Elle propose une vision prospective et réaliste des enjeux de la transition énergétique et écologique, pour un futur désirable à construire ensemble.



EFFETS ECONOMIQUES ET SOCIAUX D'UNE ALIMENTATION PLUS DURABLE

Cette synthèse est issue d'une étude conduite pour l'ADEME par le Basic et ASca en 2017, qui vise notamment à éclairer les effets économiques et sociaux possibles d'une évolution vers un système alimentaire plus durable, en réponse aux enjeux environnementaux, de santé, économiques et sociaux.

Faisant directement écho aux États Généraux de l'Alimentation qui se sont déroulés la même année, cette étude présente un travail bibliographique d'analyse du système alimentaire français sur le plan socio-économique, ainsi que les perspectives que représentent des démarches identifiées comme plus durables.

Outre sa vocation pédagogique, ce travail propose des recommandations à discuter avec les acteurs du système alimentaire.

Quelle est la valeur économique créée par les chaînes de valeur alimentaires ? Quels sont les mécanismes de fixation des prix et des marges aux différents maillons ? Comment évoluent les coûts de production ? Quelles sont les principales externalités ?

Quelles seraient les conséquences d'une alimentation plus durable sur les prix et les coûts ? En bout de chaîne, les consommateurs seraient-ils prêts à en assumer les conséquences ? Quelles leçons en tirer pour la généralisation d'une alimentation plus durable ?

Telles sont les différentes questions au cœur de l'étude.

ADEME



Agence de l'Environnement
et de la Maîtrise de l'Énergie

www.ademe.fr

